

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JUILLET 1928.

Budget

DU MINISTÈRE DES FINANCES POUR L'EXERCICE 1928 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. GOLENVAUX.

MESSIEURS,

Le projet de budget pour 1928, tel qu'il est sorti des délibérations du Sénat, s'élève à 273,067,667 francs se décomposant comme suit :

Dépenses ordinaires : 267,323,707 francs.

Dépenses exceptionnelles : 5,743,960 francs.

Il est en augmentation de fr. 7,752,875.50 sur le budget de 1927, résultant d'un accroissement de dépenses ordinaires de 10,749,758 francs et d'une diminution de dépenses exceptionnelles de fr. 2,996,882.50.

Il faut en outre tenir compte des charges de la péréquation qui se traduisent, dans la demande de crédits supplémentaires qui vient d'être déposée, par un surcroît de dépenses ordinaires de 30,910,840 francs, outre 1,732,800 francs de majoration de dépenses exceptionnelles.

Le montant total du budget pour 1928 s'élèvera donc en fait à 305,711,307 fr., accusant sur le précédent une augmentation globale de fr. 40,396,515.50.

*
**

Nous faisons remarquer, l'an dernier, qu'à l'occasion de l'examen du Budget départemental du Ministère des Finances, la plupart des questions soulevées au

(1) Budget, n° 4^{xiv}

(2) La Commission, présidée par M. Hallet, était composée :

1^o des membres de la Commission des Finances, des Budgets et des Economies :
M. Hallet, président ; Pussemier, vice-président ; Carlier et David, secrétaires ;
Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyt, De Bruyne (A.), Debonne, Dejardin,
de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drien, Golenvaux, Hoen, Kreglinger,
Lepage, Merlot, Soudan, Van Aekere (F.), Waerwermans.

2^o des membres désignés par les sections : MM. Raemdonck, de Kerchove d'Exaerde,
Poncelet, Goffaux, van den Corput, Hubin.

sein des travaux des sections, avaient trait à des objets rentrant plutôt dans la sphère du Budget des Voies et Moyens.

Celui-ci, discuté devant la Chambre, généralement dans le courant du mois de décembre, est renvoyé assez tard au Sénat; cette assemblée, devant terminer sa délibération avant la fin de l'année précédant l'exercice, s'abstient donc forcément d'entamer une discussion approfondie. Elle a donc pris pour règle de remettre l'examen complet de la situation financière lors de la discussion du Budget du Ministère des Finances. C'est alors, en effet, que—cette année comme les précédentes — le Sénat, sur le vu d'un rapport général très détaillé, a envisagé tout ce qui concerne l'exposé des recettes et des dépenses de l'Etat, la situation monétaire, la dette publique, la balance commerciale, en un mot toute la politique financière du Gouvernement.

Après une telle délibération, poursuivie pendant plusieurs séances et touchant à de multiples objets n'ayant qu'un rapport bien indirect avec le budget départemental, celui-ci est soumis à la Chambre agrémenté d'une copieuse et très diverse documentation.

Il est donc tout naturel que nous soyons sollicités de traiter des questions parfois un peu étrangères au fond même du projet qui nous est présenté.

Nous avons cru devoir n'en écarter aucune, afin de permettre à nos collègues de puiser dans les courtes réponses aux questions qu'ils ont posées, la documentation qu'ils sollicitent.

*
**

L'Administration (autrefois centralisée) des Contributions directes, douanes et accises, a été scindée. Certains membres ont affirmé qu'il en est résulté un recrutement supplémentaire de fonctionnaires, créant ainsi une pléthore de personnel qui dépasse dans une grande proportion les véritables nécessités d'un service bien ordonné.

De plus, cette subdivision aurait provoqué la mésintelligence entre les deux nouvelles administrations et même avec celle de l'Enregistrement.

Le département, consulté par nous, conteste ces assertions et donne à ce sujet les précisions suivantes :

Au 1^{er} janvier 1920, l'administration (unique) des contributions directes, douanes et accises comprenait 9,463 agents en activité; au 1^{er} janvier 1928, le cadre est de 3,832 à l'administration des contributions et du cadastre et de 8,276 à celle des douanes et accises, soit au total 12,108 agents. La proportion d'augmentation est donc de 1 à 1.27. Elle est encore moindre si l'on considère que sous l'ancien régime, l'administration disposait de 700 commis agréés ou particuliers et porteurs de contraintes, non compris dans le chiffre de 9,463 précité; ces agents étaient indirectement rémunérés par l'Etat et sont aujourd'hui remplacés par du personnel régulièrement encadré.

Au surplus, l'augmentation des cadres n'a pas été nécessitée par la division de l'administration unique, mais plutôt par l'augmentation considérable des attributions confiées aux services fiscaux.

Sous le régime précédent, l'administration des contributions assurait à elle seule la rentrée d'une centaine de millions d'impôts directs, alors que le chiffre des perceptions annuelles s'élève actuellement à environ 3 milliards de francs. Il se conçoit qu'une telle augmentation des produits ait nécessité une transformation radicale du mode de perception, lequel, s'adressant à un nombre beau-

coup plus élevé de redevables, ne pouvait être mis en œuvre avec le personnel plus restreint dont on disposait antérieurement.

On peut ajouter, d'ailleurs, que dans l'administration des contributions directes et du cadastre, les effectifs sont insuffisants pour la tâche à accomplir et que le personnel ne parvient à remplir sa mission qu'aux prix d'efforts continus.

En ce qui concerne l'Administration des douanes et accises, il est inexact que le scindage dont il est question ait conduit à un excès de personnel. Le rapporteur du Budget des Finances au Sénat a même établi que les effectifs de ladite administration sont en régression continue, ce qui témoigne du souci de réduire ces effectifs aux exigences strictement reconnues.

Voici d'ailleurs les chiffres renseignés :

Le personnel de carrière était, en 1924, de 725; en 1925, de 725; en 1926, de 649; en 1927, de 629; en 1928, de 580.

Le personnel auxiliaire décroît de même : en 1924, il était de 8,907; en 1925, de 8,323; en 1926, de 8,165; en 1927, de 7,602; en 1928, de 7,551.

Quant aux difficultés que la division des services aurait suscitées, relativement au bon accord nécessaire entre les administrations, les différentes directions consultées affirment qu'elles n'existent nullement.

Aux Contributions directes et au Cadastre, on n'a jamais constaté de mésintelligence entre les agents des nouvelles administrations, pas plus d'ailleurs qu'avec ceux de l'Enregistrement. Dans les premiers temps qui ont suivi la séparation des services, le personnel s'est prêté mutuellement une collaboration entière qui dénotait un esprit d'entraide et de fraternité aussi complet qu'antérieurement. Aujourd'hui d'ailleurs que les deux services ont perdu à peu près tous leurs points de contact, on ne voit pas quelle pourrait être la mésintelligence qui se serait introduite dans le personnel.

Le service des Douanes et Accises nous répond de son côté :

Quant à la supposition que le scindage aurait provoqué la mésintelligence entre les deux nouvelles administrations et même celle de l'Enregistrement, non seulement elle est dénuée de tout fondement, mais bien du contraire il y a lieu de se féliciter de la bonne entente et de l'esprit de coopération qui caractérise en l'occurrence les relations de service comme les rapports personnels.

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines affirme, d'autre part, n'avoir cessé d'entretenir les meilleurs rapports avec les autres régies financières.

. * .

Comme l'an dernier, l'attention de la Commission a été attirée sur les difficultés de consultation des documents du Cadastre.

On sait que, depuis plusieurs années, les plans cadastraux déposés autrefois à demeure dans les maisons communales, ont été transférés dans les bureaux des vérificateurs du cadastre.

Cette situation porte préjudice à tous ceux qui sont désireux d'obtenir d'indispensables renseignements, qu'étaient à même de leur fournir les secrétaires communaux, et qu'ils ne peuvent plus obtenir qu'en s'imposant d'incommodes déplacements. Cette situation est d'autant plus pénible que la nécessité de recourir aux plans s'est multipliée, en ces dernières années, en raison des retards que les agents du cadastre ont apporté dans les travaux de mutation.

On doit, d'autre part, tenir compte de la difficulté de mise au courant, dans

de multiples dépôts mal appropriés pour ce travail de précision, de documents sans cesse soumis à des changements.

On ne peut nier non plus que leur conservation matérielle y subit parfois de graves dangers.

Le Gouvernement a donc recours à un moyen terme tenant compte, dans la mesure du possible, des intérêts en cause :

Les plans cadastraux des communes de plus de 10,000 habitants sont déposés dans les secrétariats communaux; quant à ceux des autres communes, ils sont confiés à la garde des vérificateurs du cadastre pour en assurer régulièrement la tenue au courant et la bonne conservation et pour faciliter les divers travaux relatifs aux mutations, à l'instruction des réclamations, etc.

Cette mesure dont on a pu apprécier l'utilité et les avantages, ne pourrait être abandonnée sans nuire sérieusement aux intérêts du service et du Trésor.

Mais un exemplaire desdits plans est fourni sur leur demande aux administrations communales, contre paiement d'une indemnité.

Ne pourrait-on, dès à présent, instituer la quinquennialité des péréquations des revenus cadastraux ?

L'administration des finances estime que, dans l'état d'instabilité actuelle de ces revenus, une telle mesure serait prématurée et deviendrait la source d'injustices.

Aux termes de l'article 86 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, le Gouvernement est autorisé à faire procéder annuellement ou périodiquement à la vérification des baux.

Cette disposition permettra dès que la loi sur les loyers aura cessé d'être en vigueur, d'envisager selon le degré de stabilité des loyers, l'opportunité de fixer les revenus cadastraux pour une période triennale ou quinquennale.

Nous avons cependant à faire observer que cette thèse de l'administration des contributions, ne nous semble pouvoir être défendue que si elle est appliquée généralement à toutes les catégories d'immeubles.

Or, il a été signalé, lors de la dernière Assemblée de l'Association des Villes et des Communes belges, que les intentions de l'administration semblent devoir être différentes et qu'elle entend s'opposer à la révision permanente du revenu cadastral des propriétés ou parties de propriétés louées sans bail ou dont le bail n'est point enregistré.

On se trouvera donc, en ce qui concerne les immeubles loués devant la situation suivante :

De nombreuses instructions instaurent un régime de surveillance, de contrôle annuel et permanent et prescrivent toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des loyers échappent à l'imposition foncière, mais uniquement pour : 1° les locations par bail enregistré; 2° les locations tombant sous le régime de la loi sur les loyers; 3° les locations de fermes et exploitations agricoles dont le loyer est fixé en nature.

Echapperont donc à ce contrôle constant les locations sans bail et les locations avec bail non enregistré.

Cette procédure aura pour conséquence non seulement d'empêcher les services compétents d'établir avec certitude pour certains immeubles la base de la contribution foncière, mais encore de créer un régime d'inégalité entre deux catégories de contribuables.

On dira peut-être que le revenu des immeubles qui font l'objet de cette observation ne constitue qu'une faible partie du revenu global d'une localité. C'est une erreur. A Namur sur un revenu global de 17 millions, le revenu des propriétés louées en tout ou en partie sans bail ou avec bail non enregistré atteint plus de 4 millions.

Il est donc nécessaire que l'activité des services généraux et communaux chargés de l'établissement de la révision du revenu cadastral, s'étende uniformément à tous les immeubles loués et que ceux-ci soient soumis au même régime de surveillance permanente et de révision annuelle.

Il importe naturellement que ce travail continu vise également les maisons occupées par leur propriétaire dont le revenu peut toujours être établi en procédant par comparaison avec des immeubles semblables.

Il nous paraît qu'une tendance se manifeste dans l'Administration de recourir à des moyens par trop simplistes pour assurer une révision rapide des revenus cadastraux. On a même parlé d'un projet consistant à diviser tous ces revenus sans distinction par 200 et à multiplier le quotient par 350.

Ce serait évidemment là une solution déplorable, accentuant les anomalies au lieu de les supprimer ou de les atténuer.

Nous faisons nôtres, les réflexions suivantes que nous trouvons dans une étude de la question faite par un homme expérimenté :

« Il est impossible d'arriver à une répartition équitable de l'impôt foncier et des diverses taxes basées sur le revenu cadastral, si l'on n'en arrive pas à une base plus logique que celle qui existe actuellement; soit à l'établissement du revenu cadastral en fonction de la valeur vénale ou de la valeur locative.

Diverses lacunes se manifestent dans l'établissement des revenus sur cette dernière base : les propriétaires qui font enregistrer leurs baux, sont toujours imposés sur leur loyer réel, tandis que ceux qui se contentent de convention verbale, y échappent : prix de convenance, dans les baux, avec soultes cachées, etc.

Si le système actuel doit être maintenu, il ne peut y avoir d'égalité, ni de proportionnalité dans l'impôt, sans procéder à une réévaluation générale, suivant des directives bien nettes, des propriétés non louées, et à une révision des baux : encore faudrait-il compter sur des déclarations sincères.

Mais il est manifestement impossible de faire le recensement des baux périodiquement, sans amener des retards dans les opérations et dans le recouvrement ».

Ces retards nous croyons qu'on pourrait les éviter en recourant à la collaboration plus étroite des administrations communales intéressées elles aussi à l'établissement des estimations sur la base la plus équitable. Nous avons vu des exemples frappants du bon et rapide résultat obtenu par la coordination des efforts dans ce sens.

* * *

Depuis plusieurs années la situation des receveurs des contributions, douanes et accises a soulevé, parmi ces fonctionnaires, de multiples réclamations, dont, à maintes reprises, les échos de la Chambre ont retenti.

L'honorable Ministre des Finances reconnaissait, l'an dernier, qu'il y avait là un problème non résolu qu'il se proposait de régler définitivement lors de la consolidation des traitements et de leur fixation définitive. « La question, ajoutait-il en conclusion, fera l'objet d'un examen spécial, pour cicatriser la blessure qui saigne depuis quelques années et je l'examinerai avec une bienveillance particulière, en tenant compte de toutes les suggestions qui ont été faites. »

Les traitements viennent d'être définitivement arrêtés et les receveurs estiment n'avoir point obtenu la satisfaction promise. Plusieurs membres, au cours des travaux des sections, ont insisté sur leurs doléances qu'ils trouvent justifiées.

Nous rappelons sur quelles bases ces agents établissent leurs réclamations :

L'arrêté royal du 4 mai 1920 et des arrêtés royaux subséquents relatifs au même objet, pris en vue d'établir les taux de traitements nouveaux pour les receveurs, ont pris pour base une réduction d'un quart sur les traitements d'avant-guerre. On justifiait cette mesure par le fait que les receveurs n'ont plus à supporter les frais de gestion tels que : rémunération des commis, frais de matériel, frais de bureau, etc.

Les receveurs de Contributions ont toujours soutenu que tous leurs frais de gestion indistinctement étaient, avant 1914, plus que couverts par leurs indemnités extraordinaires et que le chiffre de leurs remises et de leur indemnité variable constituait bien un traitement.

L'argument de l'Administration des Finances est, en tous cas, en ce qui concerne les receveurs des douanes et accises, en contradiction formelle avec ce qui se pratiquait avant la guerre, en ce sens que ces fonctionnaires n'avaient à supporter, à cette époque, aucun frais de gestion.

Or, la péréquation des traitements qui vient d'être opérée, montre l'état d'infériorité dans lequel on a placé les receveurs, parmi les fonctionnaires du service auquel ils appartiennent.

Le tableau ci-joint montre l'exactitude de cette affirmation :

Traitements	de 1914	de 1928	Majoration.
Contrôleur	6,000	49,000	8.16 p. c.
Inspecteur	7,000	55,000	7.85 »
Directeur	9,000	68,000	7.55 »
Directeur Général. . .	12,000	80,000	6.66 »
Receveur	9,000	54,000	6. »

Ce dernier coefficient 6 est évidemment le plus bas de tous ceux qui aient été appliqués aux fonctionnaires du Département des Finances. Beaucoup estiment que cela n'est pas équitable.

L'honorable Ministre a fait remarquer cependant qu'en compensation, les receveurs touchent des indemnités pour l'instruction et le payement des pensions de vieillesse et le recouvrement des taxes provinciales. Voici ce que les intéressés répondent :

« Il s'agit évidemment là de bien modiques rémunérations de caractère d'ailleurs précaire, consécutives à des prestations extraordinaires qui n'ont rien de commun avec le traitement du receveur envisagé objectivement en fonctions de la responsabilité essentielle du comptable public et qui, au surplus, constituent la contre-partie des risques spéciaux assumés en tant que mandataire des fonds provinciaux et du département de la Prévoyance Sociale.

» Au reste, il n'y a pas que les seuls receveurs qui émargent aux budgets des provinces et du susdit Département : il y a également les contrôleurs, les inspecteurs et les directeurs, pour lesquels ces rémunérations spéciales n'ont pas fait obstacle au réajustement équitable de leurs traitements d'après la formule de droit commun, tout en tenant compte du fait nouveau de l'installation de l'impôt sur les revenus et de la complexité de la législation fiscale envisagée dans son ensemble ».

Et encore faut-il ajouter que l'argument en cause tombe absolument à faux lorsqu'il s'agit des receveurs des douanes et des accises, lesquels n'ont pas à percevoir de taxes provinciales ni à effectuer des prestations extraordinaires pour un autre département et qui, par le fait, ne touchent pas d'indemnités supplémentaires.

La Commission spéciale prie le Ministre des Finances de tenir compte de ces considérations, et d'examiner si l'application du coefficient 7 aux traitements des receveurs ne constituerait pas une juste mesure de réparation. Ces fonctionnaires méritants ont droit à une protection spéciale : Ils ne peuvent bénéficier, à cause de leur responsabilité, de la semaine anglaise ; c'est eux qui forment de nombreux commis aux écritures dont les meilleurs éléments sont empris par les services de direction et d'administration centrale ; c'est eux, enfin, dont le travail de perception pour les communes, rémunéré de 3,5 pour cent, constitue une source de revenus tellement importante pour l'Etat qu'elle suffit à couvrir amplement (et de beaucoup au delà) tous les frais des bureaux de recettes.

* * *

Plusieurs sections de la Chambre se sont intéressées à la situation des commis employés transcripteurs dans les services des conservations d'hypothèques.

On n'ignore point que les conservateurs travaillent avec un personnel choisi et rémunéré par eux ; la nature de leurs fonctions et leur responsabilité personnelle ne leur permettent point de se porter garant d'un ouvrage effectué par des agents qui leur seraient imposés.

Il est toutefois nécessaire que ce personnel trouve dans la loi des garanties indispensables relativement au contrat d'emploi et à la pension.

Un arrêté royal du 10 août 1923, dû à l'initiative de M. Theunis, a procuré à ces modestes agents non la stabilité absolue de leur emploi, mais au moins un minimum de salaire. Ils ont donc ainsi un statut administratif.

Leur traitement reste cependant peu satisfaisant (950 à 1,400 francs après 15, 20, 25 ou 30 années de fonctions), et n'est guère en rapport avec les fatigues d'un dur travail basé sur la quantité de transcriptions aux registres.

Ces agents sont donc généralement astreints à se livrer à domicile à des écritures supplémentaires pour améliorer leur salaire. Cette copie répétée des mêmes textes et formules est excessivement pénible.

Les commis transcripteurs aspiraient à une amélioration normale de leur situation et souhaitaient de se voir assimiler aux commis aux écritures fonctionnant dans leurs services.

L'honorable Ministre a déclaré au Sénat que cette assimilation à une classe d'agents d'un degré supérieur ne pourrait être admise, mais que la péréquation du barème existant depuis 1923 devait être révisée en faveur des commis. Il estime qu'il faut inclure dans leur traitement fixe (que nous espérons voir amélioré) la partie mobile du salaire et les indemnités touchées.

Comme un arrêté était préparé dans ce sens, nous exprimons le vœu qu'il ne tarde point à paraître.

On a fait remarquer avec justesse que la situation des conservateurs était ou deviendrait tellement avantageuse que les salaires des modestes auxiliaires nécessaires à leurs travaux, méritaient également une nouvelle faveur.

Les agents dont il s'agit souhaiteraient que leurs états de traitement soient

vérifiés par les Directeurs de leur Administration. Ce serait là une garantie de plus à la bonne exécution des dispositions ministérielles.

* * *

On nous a prié de nous enquérir du résultat des travaux de la Commission installée par le Gouvernement pour l'étude de la simplification des impôts.

Voici les renseignements que nous avons pu recueillir.

En matière de contributions directes les conclusions de la Commission ont déjà été réalisées en partie dans le projet actuellement soumis à la législature et qui consacre notamment le forfait en matière de taxe professionnelle.

Les autres vœux de la Commission continuent à faire l'objet d'une étude approfondie qui aboutira à bref délai.

En ce qui concerne les douanes et accises, la Commission dont il s'agit n'a pas été saisie de suggestions présentant quelque intérêt. Il n'y a même pas eu matière à cet égard au dépôt d'un rapport.

La section chargée de la refonte des lois relatives aux droits d'enregistrement, de succession, de timbre et de greffe n'a pas encore terminé ses travaux.

* * *

Les modifications des bases de l'impôt foncier sont souvent annuelles et non exemptes de rétroactivité. N'y a-t-il pas là un abus que l'Administration devrait faire disparaître ?

Les règles observées sont les suivantes :

Les revenus cadastraux, base de l'impôt foncier, ne sont pas modifiés chaque année ; ils ne sont changés que s'ils sont susceptibles d'une augmentation ou d'une diminution d'un dixième au moins par parcelle.

Des rappels de droits ne sont établis qu'au cas, peu fréquent d'ailleurs, où des immeubles ont échappé à l'impôt par suite d'absence ou d'insuffisance de déclaration.

* * *

Un membre a demandé sur quoi l'on s'est basé pour réduire de 8/10 les sommes à retenir sur les revenus professionnels pour lesquels la perception d'après les barèmes en cours serait exagérée, en suite du relèvement des revenus exonérés et des avantages consentis en faveur des familles nombreuses ?

Comme conséquence de ces mesures spéciales, quelles sont les instructions données par le Ministère pour le remboursement du trop-perçu à la source ?

Le préambule de l'Arrêté Royal du 30 juin 1927 et celui de l'Arrêté Ministériel du 15 février 1928 donna les raisons qui ont amené l'administration à suggérer d'abord de ramener à 50 p. c. de leur import suivant barèmes, les impôts à retenir à la source, puis à porter les retenues à 80 p. c. du même import.

Ces deux modifications ont permis d'éviter de nombreuses régularisations ainsi que de sérieuses dépenses pour le Trésor.

Des instructions spéciales très détaillées règlent la revision de la situation fiscale des salariés, appointés et pensionnés.

Comme il convient de réduire au minimum le travail occasionné par cette

régularisation, l'administration a fait dresser des tableaux qui indiquent par catégorie de communes et pour les situations de famille les plus fréquentes :

- a) le montant des rémunérations en dessous duquel aucun impôt n'est dû ;
- b) celui des rémunérations pour lesquelles la taxe professionnelle forfaitaire de 12 à 96 francs est exigible ou qui donnent lieu, à due concurrence, à la perception de la taxe professionnelle et des additionnels tenant lieu de supertaxe.

On se servira donc de ces éléments pour revoir la situation fiscale des intéressés et établir ou compléter les fiches mentionnant cette situation et le détail des imputations effectuées sur les retenues.

Le remboursement effectif des trop-perçus éventuels ne sera réalisé que si les intéressés ne sont redevables d'aucun autre impôt et s'ils en formulent la demande expresse.

Donc imputation sur les autres impôts que les intéressés auraient à payer sur le mobilier, la contribution foncière, etc. Il faut reconnaître cependant que ce cas ne sera applicable qu'à une minorité des intéressés. C'est donc le plus grand nombre qui devra adresser au contrôleur une demande expresse de restitution.

Il nous paraît qu'il y a là une défaveur réelle pour beaucoup de travailleurs peu au courant des formalités administratives en matière fiscale.

L'honorable Ministre des Finances a reconnu le bien fondé de cette objection. Dans son discours récent au Sénat, il a manifesté des intentions qui constituent une atténuation sérieuse des prescriptions réglementaires :

« L'administration a jadis restitué le tout, mais elle a encouru des reproches de nombre de salariés, qui se plaignaient d'avoir été dérangés pour venir toucher quelques francs. Si, contre toute attente, des sommes appréciables était à restituer, l'administration n'hésiterait pas à provoquer le remboursement d'office ; l'expérience indiquera la voie à suivre. »

* * *

Les évaluations d'immeubles opérées par les receveurs de l'enregistrement semblent généralement très élevées et les amendes ou doubles droits appliqués atteignent souvent des gens qui furent de très bonne foi dans l'estimation déclarée.

N'y a-t-il pas là un excès de zèle de la part de l'Administration ?

Celle-ci nous fait remarquer qu'elle observe les principes que voici :

Les receveurs évaluent les immeubles par comparaison avec les fonds voisins de même nature ; en règle générale, ils ne prennent comme points de comparaison que les biens qui ont fait l'objet de *ventes publiques* récentes.

En matière de vente d'immeubles, le droit d'enregistrement et, le cas échéant, le droit de transcription, sont dus sur la *valeur vénale* des biens transmis. Si le prix est inférieur à cette valeur vénale, il incombe au contribuable de fournir une déclaration estimative permettant d'asseoir la juste perception de l'impôt. A défaut de ce faire, il encourt de plein droit une amende égale au droit dû sur l'insuffisance d'estimation (art. 5 de la loi du 27 ventôse, an IX, et art. 38 de la loi du 11 octobre 1919).

Cette amende est la sanction normale des prescriptions de la loi. A peine de voir celle-ci rester lettre morte, il ne peut être question de la modifier sur ce point.

En fait, la menace de l'amende est une mesure plus préventive qu'effective.

Dans la généralité des cas, cette amende est remise en tout ou en partie par

l'administration qui use largement de son droit de grâce selon les circonstances et la bonne foi du contribuable.

* *

N'est-il pas abusif que de très pauvres gens ne disposant d'aucun fonds, se voient réclamer des droits de succession et d'enregistrement, notamment pour d'humbles mobiliers qui leurs échoient ?

Voici les principes légaux et les atténuations que l'administration observe :

Le droit de succession n'est dû que s'il existe un *actif net*; ce qui est recueilli par un héritier en ligne directe ou *entre* époux ayant des enfants communs est exempt du droit si la *part nette de l'héritier* ou de l'époux *n'excède pas 2,000 francs*; est aussi exempt ce qui est recueilli par tous autres héritiers dans les successions dont le *montant net ne dépasse pas 2,000 francs*. Dans des cas spéciaux, l'Administration accorde des délais pour le paiement des droits.

Le droit d'enregistrement de mutation est dû sur la valeur des biens qui font l'objet de l'acte; des réductions sont accordées aux ouvriers et, en général, aux personnes peu aisées qui achètent un immeuble devant leur servir d'habitation, ou qui empruntent aux mêmes fins. Des réductions sont aussi prévues pour les acquisitions de petites propriétés rurales.

* *

Le recours à la notoriété publique pour les estimations fiscales ne constitue-t-il pas un système dangereux d'appréciation ?

Il nous a été répondu que la taxation d'après des éléments de « notoriété publique » est formellement prévue à l'article 28 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et elle est reconnue comme strictement légale par de nombreuses décisions de justice.

L'administration n'y a recours que dans des cas exceptionnels, c'est-à-dire lorsqu'il est absolument impossible de vaincre la mauvaise volonté des contribuables.

* *

Du moment qu'une marchandise importée a subi un travail de mélange (telle la laine), elle ne peut plus être réexportée avec le bénéfice de l'exonération des droits à l'entrée. N'est-ce point excessif ?

Aux termes de l'article 38 du Code des taxes assimilées au timbre, le mélange de marchandises importées sous le couvert d'un permis d'exemption temporaire de la taxe de transmission constitue, non pas une main-d'œuvre industrielle, mais une simple manipulation commerciale, et, à ce titre, il peut, moyennant autorisation du contrôleur des douanes, être effectué sans rendre la taxe de transmission exigible.

Toutefois, l'autorisation n'est accordée que s'il s'agit de marchandises de même espèce, couvertes par un seul permis.

Le mélange de marchandises importées sous le couvert de plusieurs permis, comme d'ailleurs le mélange de produits importés avec des produits indigènes, ne peut être autorisé, étant donné l'impossibilité, dans ces cas, d'établir, à la sortie du pays, l'identité entre la marchandise reprise aux permis et celle qui est expédiée à l'étranger.

* *

Diverses plaintes se sont fait jour, au cours des travaux des sections de la Chambre, relativement à l'interprétation des stipulations légales établissant la taxe sur les véhicules ordinaires.

La loi du 31 décembre 1925 a admis une taxe forfaitaire sur les véhicules servant aux exploitations agricoles. Cette taxe est de 4 francs par hectare, quel que soit le nombre de voitures de transport employées par les cultivateurs pour les besoins de leur industrie.

Or l'administration interprétant la loi d'une façon abusivement restrictive, refuse l'application du forfait en certains cas et exige notamment le paiement de la taxe ordinaire pour les voitures *suspendues* servant pourtant exclusivement aux transports de l'agriculteur nécessités par l'accès aux marchés et les autres déplacements inhérents à la profession.

**

Dans un cas présentant certaine analogie avec le précédent, l'on a trouvé que l'interprétation donnée par l'Administration des Finances aux textes légaux constituait une réelle exagération.

La taxe de luxe est appliquée aux commerçants achetant (exclusivement pour les déplacements de leur voyageur et le transport des échantillons dans les visites de la clientèle) une petite auto. Il s'agit pourtant là d'un outil de travail indispensable à l'exercice de la profession; tout au plus l'administration peut-elle exiger (ce qui est parfaitement rationnel) que l'emploi de la voiture soit réservé à un usage strictement et exclusivement commercial.

L'interprétation du département nous semble outrée lorsqu'il estime que le véhicule, pour être exempt de cette taxe de luxe et n'être soumis qu'à la taxe de transmission, doit servir uniquement au transport de marchandises vendues.

Il applique donc l'imposition de 10 p. c. aux « voitures destinées à faciliter la mission de l'agent-voyageur, laquelle consiste non à remettre à domicile les marchandises vendues, mais à recueillir les commandes sur présentation des collections et les échantillons de la maison qu'il représente ».

Cette manière de voir, expressément manifestée, nous paraît contraire à l'esprit de la loi qui n'a jamais entendu considérer comme objet de luxe ce qui n'est qu'un évident instrument de travail.

**

Les taxes appliquées au commerce du tabac ne devraient-elles pas être révisées ? N'est-il pas injuste que ces taxes varient d'importance selon que la vente soit faite par un fabricant ou par un détaillant ?

La loi ne fait en effet aucune distinction entre les vendeurs et les droits proportionnels de consommation sur les tabacs et cigares sont fixés d'après les prix de vente en détail.

Mais l'administration applique arbitrairement la loi, selon les règles que voici :

Pour les produits qui sont vendus en détail dans les magasins de débit, le prix imposable est celui qui est compté au client ; mais pour les produits que les fabricants livrent directement à des particuliers, le prix de vente imposable doit correspondre au prix facturé par le fabricant, majoré fictivement de 25 p. c.

C'est là une mesure antiéconomique parce que contraire aux intérêts à la fois du producteur et du consommateur en vue de favoriser uniquement l'intermédiaire et, de plus, cette mesure est illégale. Aucun impôt, et évidemment aucune

majoration d'impôt, ne peut être établie qu'en vertu d'une loi. Ici la majoration est établie contrairement au texte et à l'esprit de la loi.

A la suite d'une intervention au Sénat, dans le même esprit, de M. le Baron de Moffarts, le Gouvernement paraît désireux de mettre fin à cette situation anormale : Une commission comprenant des représentants de toutes les branches d'activité du tabac (fabricants, y compris les planteurs-fabricants, négociants et détaillants), ainsi que des parlementaires s'étant intéressés à la question et des fonctionnaires de l'administration centrale des accises, a été instituée près le Département des Finances pour s'occuper de l'objet.

Des conclusions ont été formulées qui sont de nature à conduire à une solution équitable du problème

* * *

En beaucoup d'endroits — principalement à la campagne — des particuliers fabriquent pour leur usage personnel, par ce que l'on appelle vulgairement « le brassage au chaudron », une bière de ménage très légère au moyen de grain et de sucre.

Sur réclamation de l'industrie brassicole, de nombreux procès-verbaux ont été dressés par les accisiens à de braves gens qui ne se croyaient point en défaut avec la loi.

L'administration a le droit strict de faire observer que la législation sur le régime fiscal de la bière ne prévoit aucune exemption ni modération d'impôt en faveur de ladite boisson; les particuliers qui la préparent pour leur consommation personnelle doivent donc, au même titre que les brasseurs, se soumettre aux obligations imposées par la loi et naturellement acquitter le droit d'accise de fr. 1.20 par kilogramme de matière première.

Nous faisons remarquer qu'après une certaine tolérance de fait, il est abusif — lorsque l'on est en présence de gens de bonne foi — d'appliquer sans préavis, les extrêmes rigueurs de la loi à coups de procès-verbaux et d'amendes. Il semble plus équitable de prévenir les intéressés et de se contenter d'exiger le paiement du droit en ne recourant aux pénalités qu'en cas de récidive, de fraude ou de mauvaise volonté.

* * *

Diverses suggestions intéressantes ont été formulées au cours des travaux des sections, concernant le service des douanes aux frontières.

Nous retenons les principales :

D'abord il est indispensable que les bureaux se trouvant aux frontières soient mieux signalés. On est étonné, notamment à la limite du territoire vers la France, de voir sans aucune marque distinctive apparente nos postes de douaniers; tandis que le siège de la douane étrangère est clairement désigné à l'attention des voyageurs.

En ces moments où le transport automobile est si important, l'inconvénient que nous signalons est d'autant plus grave qu'il constitue un piège difficilement évitable à la bonne foi des touristes franchissant la frontière sans s'en apercevoir.

Une seconde observation signale la difficulté que rencontrent les agents du service des douanes pour trouver, dans la zone à surveiller, des maisons où ils puissent s'installer avec leur famille.

Il en résulte que les douaniers sont exposés à occuper des logements d'occasion, sans pouvoir y constituer le centre de leur foyer familial désormais divisé.

Ils rencontrent également l'écueil de ne trouver abri que dans des maisons dont l'exercice de leurs fonctions devrait les écarter.

D'autre part, l'Administration se trouve embarrassée par ces constatations, lorsqu'elle examine les mutations qu'elle voudrait imposer pour le bien et la régularité du service.

Il n'est qu'un seul remède à un tel état de choses. C'est que l'Etat construise lui-même dans les régions frontières et aux endroits les mieux appropriés aux nécessités de la surveillance, des habitations réservées aux douaniers.

Le Gouvernement est entré dans cette voie ; un crédit d'un million a été porté, par voie d'amendements, à l'article 165 du Budget Extraordinaire de cette année, dont l'affectation principale est libellée : « Construction, acquisition et aménagement de maisons pour les agents de la douane aux frontières et d'immeubles pour le service des douanes et des accises ».

* * *

Un membre a signalé que le commerce anversois se plaint beaucoup de l'organisation défectueuse des services de la douane à l'entrepôt d'Anvers. Ne conviendrait-il pas de vérifier si de graves abus n'existent point ?

L'Administration des Douanes s'étonne de cette réclamation ainsi généralisée.

Si vraiment l'organisation des services à l'entrepôt d'Anvers était défectueuse au point de susciter de sérieuses plaintes de la part du commerce local, l'Administration en aurait connaissance et se serait empressée d'aviser aux mesures à prendre. Or, même le directeur des douanes à Anvers n'est saisi à cet égard d'aucune récrimination du commerce.

Une enquête est en cours relativement à certaines manœuvres de fraude qui ont été perpétrées à l'entrepôt. Ceci cependant n'autoriserait aucunement de porter contre le personnel une imputation générale, car celle-ci serait téméraire et injuste.

* * *

La construction d'habitations à bon marché et les transactions qui en dépendent, devraient, selon les désirs de certains membres, jouir de dégrèvements de plus en plus importants ; car les taxes qui les grèvent s'élèvent parfois à un taux formidable, montant en certains cas cités, à 34 p. c.

Reconnaissons cependant que l'Etat est entré largement dans cette voie, par la loi récente du 10 juin 1928.

Aux termes de ses dispositions, il sera fait remise *pendant 10 ans* de la contribution foncière (principal et additionnels) et de la surtaxe foncière du chef des habitations dont la construction a été commencée postérieurement au 31 décembre 1927 et qui seront occupées avant le 1^{er} janvier 1931, pour autant que leur revenu cadastral n'excède pas 1,500 ou 2,500, ou 3,000 francs suivant la population de la commune où l'immeuble est situé ; ces maxima peuvent être majorés de 500 francs quand l'habitation comporte des dépendances à usage professionnel. La remise dont il s'agit est applicable aussi aux parties séparées d'immeubles servant à logements multiples, ainsi qu'aux taudis et aux maisons insalubres qui auront subi des transformations essentielles.

Nous ne doutons pas que le Parlement ne soit disposé, quand l'occasion s'en présentera, à étendre ces mesures bienfaisantes.

* * *

L'attention du Gouvernement n'a-t-elle pas été attirée sur la situation de la Bourse où pullulent les agents de change? Ne peut-il prendre des mesures pour limiter ces admissions?

Le Gouvernement fait observer qu'il ne peut intervenir directement.

Dans l'état actuel de la législation, l'agrération des agents de change dépend des conditions fixées par le règlement des Bourses arrêté par l'administration communale.

Des mesures ont été prises par la ville de Bruxelles en vue d'enrayer l'accroissement du nombre des agents de change.

Elles feront sentir leurs effets avec le temps.

* * *

Pourquoi, le principe de la taxe de transmission étant admis, cette taxe n'est-elle pas appliquée à la transmission des titres en Bourse?

Cette situation a attiré l'attention spéciale d'un membre de la Commission cette année où l'on a vu sévir en Bourse les abus de la spéculation.

Si ces transactions étaient soumises à la taxe de 2 p. c., ne porterait-on pas un coup décisif à la spéculation?

Pourquoi payer 2 p. c. quand on achète ou vend un objet d'une valeur relative alors qu'on ne paie que 1 p. m. pour acheter toutes les actions d'une usine?

Le taux de la taxe ne doit pas être établi au seul point de vue de la spéculation à réfréner, mais il importe, d'autre part, de ne pas contrarier l'activité du marché des valeurs mobilières dans ce qu'il a de réellement utile pour l'économie générale du pays.

Or, il est évident, au surplus, qu'une taxe de 2 p. c. est beaucoup trop élevée pour des biens qui, tels que les titres au porteur, ne se consomment pas par l'usage et qui, par leur nature, sont destinés à faire l'objet d'innombrables transactions au cours de leur existence. Si une taxe de 2 p. c. était appliquée en Belgique sur les opérations de bourse, ce serait la mort immédiate des marchés belges, sans que le but poursuivi — cessation des spéculations — soit atteint. Les spéculateurs opéreraient sur des marchés étrangers (Londres, Paris, etc) et spécialement sur le marché de Luxembourg qui fonctionnera prochainement et où les transactions boursières s'opéreront à l'abri de tout impôt.

Signalons encore que la taxe sur les opérations de report et sur les opérations du marché à terme qui avait été fixée à 2 p. m. par les articles 36 et 39 de la loi du 2 janvier 1926 a dû être ramenée respectivement à 0.50 p. m. et 1 p. m. par les articles 3 et 5 de la loi du 17 juillet 1926.

* * *

Où en est l'accomplissement de la tâche des Tribunaux Arbitraux Mixtes, de l'Office de Vérification et de Compensation et du Service des Séquestres?

I. TRIBUNAUX ARBITRAUX MIXTES.

Le Tribunal arbitral mixte germano-belge a été saisi, jusqu'à présent, de 1678 affaires; il reste à ce jour 382 affaires à juger.

Le Tribunal arbitral mixte austro-belge a été saisi de 44 affaires; il reste 6 affaires à juger.

Le Tribunal arbitral mixte bulgaro-belge a été saisi de 45 affaires; il reste 4 affaires à juger.

Le Tribunal arbitral mixte hungaro-belge a été saisi de 7 affaires; il reste 2 affaires à juger.

Le Tribunal arbitral mixte belgo-ottoman a été saisi de 40 affaires, dont aucune n'est jugée, ce Tribunal ne s'étant pas encore réuni.

Il est à noter que pour les Tribunaux arbitraux mixtes germano-belge et hungaro-belge de nombreuses affaires peuvent encore surgir, étant donné que les créanciers ne peuvent introduire leurs requêtes qu'après contestation définitive de leurs créances par les Offices; de nombreuses créances ne sont pas encore arrivées à ce stade de la procédure.

II. OFFICE BELGE DE VÉRIFICATION ET DE COMPENSATION.

Examinée au seul point de vue statistique, la situation de l'Office Belge de Vérification et de Compensation est la suivante :

I.

SERVICE ALLEMAGNE (art. 296 du Traité de Versailles).

A. Créances belges.

Depuis sa création en janvier 1920, l'Office a été saisi de 27,476 créances belges à charge de ressortissants allemands, représentant, en principal, une somme de 533 millions de francs.

Parmi ces créances, 2,196, d'une valeur déclarée de 20 millions de francs, ont été écartées d'office après vérification.

D'autre part, 16,502 créances, représentant en principal et intérêts une somme de 147 millions de francs en chiffres ronds, ont été reconnues régulièrement par l'Office allemand et payées par l'Office belge aux créanciers belges.

De plus, 3,756 créances, représentant une somme de 144 millions de francs en chiffres ronds, ont été contestées définitivement et valablement par les débiteurs allemands, et ont été retirées de la procédure de compensation.

En vertu de l'Accord forfaitaire conclu entre les Offices belge et allemand à Paris, le 22 décembre 1927, 4,500 créances belges, représentant en principal et intérêts une somme de fr. 16,231,644.64, ont été reconnues d'office et sont réglées définitivement entre les deux Offices adverses. L'Office belge a commencé aussitôt le paiement de ces créances aux créanciers belges, et l'on peut envisager que la liquidation de ces créances sera terminée pour la fin 1929.

Il reste donc en litige environ 500 créances, représentant une somme de 200 millions en chiffres ronds. Vu l'état de la procédure et le caractère litigieux de ces créances, il n'est pas à envisager que ces affaires soient terminées avant 1930.

B. Dettes belges.

Depuis la mise en vigueur du Traité de Versailles, l'Office belge a été saisi du recouvrement de 71,706 créances allemandes, représentant au total 200 millions de francs.

Parmi ces créances, 19,004, d'un montant de 107 millions de francs, ont été

définitivement et valablement contestées par les débiteurs belges et ont été retirées de la procédure par l'Office allemand.

D'autre part, 17,380 créances, d'un import de 23,5 millions de francs en principal et intérêts, ont été reconnues et payées par les débiteurs belges, et portées au crédit de l'Office allemand.

En vertu de l'accord forfaitaire susvisé, 32,000 créances allemandes, représentant une somme de 9 millions de francs en principal, ont été reconnues d'office et portées au crédit de l'Office allemand. Ces 32,000 créances se trouvent donc complètement et définitivement réglées entre les offices. Mais il s'agit pour l'Office belge de les recouvrer à charge des débiteurs respectifs. En l'espèce, la procédure est très laborieuse en raison du laps de temps très long qui s'est écoulé depuis la déclaration de guerre, de la nécessité de rechercher de nombreux débiteurs disparus, ou les héritiers des débiteurs décédés entretemps. Il convient, en outre, de tenir compte de la résistance passive de certains débiteurs, à charge desquels bien souvent contrainte doit être décernée. A la suite d'un accord entre l'Administration des Domaines et l'Office, celui-ci transmet pour recouvrement, aux Directions de Bruxelles, Anvers et Liège, les dossiers des débiteurs récalcitrants. Cette procédure donne des résultats assez satisfaisants et contribuera certainement dans une mesure appréciable, à l'accélération du service de recouvrements. Dès que le montant des recouvrements opérés, tant par l'Office que par les Domaines, aura atteint la somme portée au crédit de l'Allemagne sur pied de l'accord forfaitaire susmentionné, le moment sera peut-être venu d'envisager si l'Etat belge ne pourrait renoncer au recouvrement de nombreuses dettes d'un import minime, qui ne justifierait pas les frais de recouvrement. L'Office aura soin de revenir sur cette question dès que le moment paraîtra opportun.

En dehors des 32,000 créances allemandes susvisées, il reste environ 3,000 créances litigieuses entre les Offices ou entre créanciers et débiteurs. Ces créances représentent une somme de 64 millions de francs en principal. Etant donné leur caractère litigieux, il n'est pas à prévoir qu'elles pourront être liquidées avant au moins deux ans.

II. SERVICE AUTRICHE (Traité de Saint-Germain-en-Laye).

A. *Créances belges.*

Affaires soumises	solutionnées	en cours.
2,402	1,868	534

Motifs du retard pour ces 534 affaires :

8 affaires reconnues et réglables par annuités : elles ne seront terminées qu'en 1931.

8 affaires reconnues par accords amiables et qui attendent encore la clôture de la liquidation d'un certain nombre de biens autrichiens nettement déterminés. Cette liquidation appartient à l'Administration des Domaines.

518 affaires contestées par l'Autriche pour motif de non-recevabilité. Le Tribunal Arbitral Mixte devra être saisi d'un cas d'espèce, à la requête de l'Office belge.

B. *Dettes belges.*

Affaires soumises	solutionnées	en cours.
909	867	42

Motifs du retard pour ces 42 affaires :

38 affaires reconnues, faisant l'objet de poursuites, à l'intervention de l'Administration des Domaines.

2 affaires reconnues; les débiteurs sont autorisés à se libérer par mensualités.

1 affaire devant le Tribunal Arbitral Mixte.

1 affaire à l'instruction.

C. Biens, Droits et Intérêts.

L'Office est saisi d'environ 700 affaires, comprenant des biens, droits et intérêts régulièrement notifiés par Vienne, ainsi que des biens qui n'ont pas été notifiés par Vienne, mais appartenant néanmoins à des Autrichiens; elles comprennent également les avoirs en Banque en Belgique, que Vienne avait notifiés comme créances compensables; elles comprennent aussi les titres restitués par l'Autriche en exécution du paragraphe 10.

Beaucoup de ces affaires ne sont pas encore liquidées; d'autres sont liquidées en partie; dans beaucoup de cas, l'Office belge ignore complètement l'état actuel de la liquidation.

L'Office belge est continuellement saisi de demandes de renseignements ou de réclamations concernant la liquidation, auxquelles il est impossible de répondre.

Il serait hautement souhaitable que la liquidation de ces biens soit accélérée dans toute la mesure du possible par l'Administration des Domaines, et que celle-ci mît l'Office belge à même de clôturer ses comptes avec l'Autriche et de fournir à celle-ci les renseignements demandés.

Conventions concernant la dette publique autrichienne :

Ces conventions sont exécutées par la Banque Nationale de Belgique, l'Office de Vérification et de Compensation n'ayant plus à intervenir.

III. SERVICE HONGRIE (Traité de Trianon).

La convention belgo-hongroise du 30 septembre 1926 n'étant pas encore en vigueur, l'Office belge ne s'occupe pas de la Hongrie. Il se borne à enregistrer les créances qui lui sont notifiées par les intéressés belges.

III. — SÉQUESTRES.

Il y a lieu de faire une distinction entre la mission de l'administration des domaines et celle des parquets.

Depuis la loi du 17 novembre 1924, la liquidation des biens des ressortissants allemands sous séquestre a été confiée à l'administration des domaines.

Cette liquidation est très avancée. En général, restent à réaliser certains biens au sujet desquels des procédures sont en cours devant les tribunaux et quelques gros immeubles d'une réalisation très difficile, pour lesquels des amateurs sérieux ne se sont pas encore fait connaître malgré une large publicité.

Le produit net de la liquidation des biens allemands sous séquestre en Belgique s'élevait, à la date de 30 avril 1928, à la somme de fr. 584,280,923 97.

Quant à la mission dévolue aux parquets par les articles 19 et 22 de ladite loi, elle consiste dans le contrôle de la gestion des séquestres.

Cette vaste opération suit son cours et, à ce jour, plus de 1,600 quitus ont été délivrés.

* * *

Où en est l'application de la mesure prescrivant, en matière de dommages de guerre, l'échange des titres nominatifs délivrés précédemment contre des titres au porteur ?

L'Arrêté Royal du 16 juin 1924 (*Moniteur* du 26 d°, p. 3251 52) a prescrit qu'il ne serait plus délivré de titres nominatifs à partir du 1 janvier 1925, sauf ceux à émettre pour les dommages industriels et commerciaux, lesquels pourraient être mobilisés à l'Association Nationale des Industriels et Commerçants. A partir de cette même date, tous les titres nominatifs pour dommages privés encore en circulation devaient être échangés contre des obligations au porteur de la Dette Publique Belge 5 p. c. 1925 comptées au pair de leur valeur nominale, amortissables par voie de tirage au sort en 20 ans à partir du 1 janvier 1936.

Peu de titres nominatifs ayant été déposés en vue de leur échange contre des obligations de type prérappelé, l'Administration a, en 1925 et 1926, prévenu par lettre les détenteurs de titres nominatifs qu'ils devaient les convertir en obligations au porteur. Néanmoins, au début de l'année courante, il restait encore en circulation environ 4,500 titres nominatifs. Devant cette situation, et dans le but de liquider le service s'occupant spécialement de cet ancien mode de paiement, il a été décidé que lesdits titres qui n'auraient pas été déposés avant le 30 juin 1928 pour être convertis en obligations 5 p. c. 1925 ou qui n'auraient pas été mobilisés par l'Association Nationale des Industriels et Commerçants (pour les dommages industriels et commerciaux) seraient tous convertis d'office en obligations 5 p. c. 1925. Toutefois, le délai extrême a été reporté au 30 septembre prochain.

Il est à signaler que jusqu'au 15 juillet 1928 il a été déposé environ 2,100 titres, de telle sorte qu'il doit rester en circulation environ $4,500 - 2,100 = 2,400$ titres nominatifs.

* * *

Un membre ayant, dans une question parlementaire, demandé des renseignements détaillés au sujet des conditions auxquelles, sous un gouvernement précédent, un établissement financier avait effectué à l'Etat un prêt aujourd'hui remboursé.

Le Ministre répondit : « L'objet de la question, touchant à des affaires d'ordre privé, n'entre pas dans le cadre parlementaire ».

Cette réponse ayant été l'objet d'une protestation du membre questionneur au cours des travaux des sections, le Gouvernement a maintenu son sentiment qu'il ne peut publier des renseignements de l'espèce.

Il ne refuse pas de donner aux Chambres législatives tous renseignements quelconques au sujet des conditions d'émission et de remboursement des emprunts publics, pour autant qu'une tierce personne ne soit pas directement mise en cause.

* * *

Pourquoi n'installe-t-on point un service national de statistique? Il y aurait un intérêt évident à la fusion et à la coordination des travaux réalisés dans chaque

département ministériel. Ne s'ensuivrait-il pas là, spécialement pour le service de statistique du Ministère des Finances, un réel avantage?

Le Ministère des Finances a la charge de l'élaboration des statistiques commerciales, ceci comportant une tâche continue et à ce point massive que, pratiquement, lors même que serait créé un « service national », l'office qui s'en occupe actuellement demeurerait tellement assujéti par ses devoirs propres qu'il ne pourrait, si peut soit-il, prêter son concours pour l'établissement d'autres statistiques. Au demeurant, ce sont les bureaux de douane qui fournissent à l'Office existant les matériaux de son travail.

Dans une idée de coordination, une Commission interministérielle a été récemment constituée en vue d'étudier la modernisation des méthodes employées dans l'établissement des statistiques.

* *

Les instructions ministérielles paraissent parfois peu concordantes et même en contradiction avec les stipulations des lois fiscales ; le Parlement ne pourrait-il être mis en situation de pouvoir les apprécier ?

Sur le désir que nous avons manifesté, des instructions sont données pour que les circulaires interprétatives des lois fiscales soient désormais transmises à la bibliothèque de la Chambre.

* *

Une observation a été faite sur l'opportunité qu'il y aurait à consacrer à nouveau l'autonomie des différents Ministères en matière financière.

Le Gouvernement estime que le régime actuel répond à la double nécessité de maintenir l'équilibre du budget et l'aisance du Trésor et qu'il n'est pas possible de le modifier.

* *

Le Budget, adopté par le Sénat, a recueilli dans les sections 65 votes favorables contre 46 votes négatifs.

Votre Commission spéciale l'a admis sans y apporter aucune modification et vous convie à l'approuver, tel que le Sénat l'a transmis à la Chambre.

Le Rapporteur,

FERNAND GOLENVAUX.

Le Président,

MAX HALLET.

$$\binom{9}{20}$$

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JULI 1928.

Begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1928 ⁽¹⁾

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GOLENVAUX

MIJNE HEEREN,

Het begrotingsontwerp voor 1928, zcoals het ons door den Senaat werd overgemaakt, bereikt de som van 273,067,667 frank, bestaande uit :

Gewone uitgaven : 267,323,707 frank.

Uitzonderlijke uitgaven : 5,743,960 frank.

Er is dus, op de begrooting voor 1927, een verhooging van fr. 7,752,875.50, als gevolg van een aangroei der gewone uitgaven ten bedrage van 10,749,758 fr. en van een afneming der uitzonderlijke uitgaven ten bedrage van fr. 2,996,882.50.

Anderzijds, dient men rekening te houden met de perequatielasten welke, voor de aangevraagde bijredieten, neerkomen op een vermeerdering van gewone uitgaven ten bedrage van 30,910,840 frank, zonder te spreken van de 1,732,800 frank vermeerdering der uitzonderlijke uitgaven.

Het geheel beloop van de begrooting voor 1928 zal feitelijk dus neerkomen op 305,711,307 frank, hetgeen op de vorige begrooting, een globale verhooging geeft van fr. 40,396,515.50.

. . .

Verleden jaar, hebben wij doen opmerken dat, bij gelegenheid van het onderzoek der Begrooting van het Ministerie van Financiën, de meeste vraagpunten, tijdens de werkzaamheden in de afdelingen naar voren gebracht, betrekking

(1) Begrooting, n^o XXIV.

(2) De Commissie, voorzeten door den heer Hallet bestond uit :

1^o de leden van de Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen : de heeren Hallet, voorzitter ; Pussemier, ondervoorzitter ; Carlier en David, secretarissen ; Bollaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (A.), Debuine, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoën, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Aekere (F.) en Vanweertmans,
2^o uit de leden door de afdelingen benoemd : de heeren Raemdonck, de Kerchove d'Exaerde, Poncelet, Goffaux, van den Corput, Hubin.

hadden op voorwerpen die eerder tot het gebied der Begrooting van 's Lands Middelen behooren.

Deze laatste begrooting, welke in de Kamer wordt behandeld, gemeentlijk in den loop van December, wordt tamelijk laat aan den Senaat overgemaakt; daar deze vergadering haar beraadslagingen moet eindigen vóór het einde van het jaar het dienstjaar voorafgaande, ziet ze zich dus gedwongen er van af te zien een grondige bespreking aan te binden. Zij heeft dus als regel aangenomen, het volledig onderzoek van den financieelen toestand uit te stellen tot wanneer de Begrooting der Financiën wordt behandeld. Dit jaar, even als de vorige, heeft de Senaat, op voorlichting van een zeer omstandig algemeen verslag, een oogslag geworpen over al hetgeen betreft de uiteenzetting van de Staatsontvangsten en uitgaven, den munttoestand, de Staatsschuld, de handelsbalans, kortom, gansch de financieele politiek der Regeering.

Na dergelijke beraadslaging, gedurende verscheidene vergaderingen voortgezet en rakende menigvuldige zaken die slechts een verwijderd verband hebben met de departementeele begrooting, wordt deze aan de Kamer onderworpen, vergezeld van een lijvige en verscheiden documentatie.

Het is dus gansch natuurlijk dat wij aangezocht worden vraagpunten te behandelen welke vaak iet of wat afwijken van den grond zelf van het ons voorgelegd ontwerp.

Wij hebben gelacht geen enkel er van te moeten afwijzen, ten einde onze collega's toe te laten, in de korte antwoorden op de vragen die zij hebben gesteld, de door hen gevraagde documentatie te vinden.

. . .

Het vroeger gecentraliseerde bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen werd gesplitst.

Sommige leden hebben bewerd dat daartuit een bijkomende aanwerving van ambtenaren is voortgevloeid, zoodat een overvloed van personeel werd benoemd dat, in een groote verhouding, de oprechte behoeften van een goed ingerichten dienst te buiten ging.

Daarenboven, zou deze splitsing misverstand hebben verwekt tusschen beide nieuwe besturen en zelfs met het bestuur der Registratie.

Het door ons geraadpleegd departement, betwist deze beweringen en geeft dienaangaande de volgende nadere aanduidingen :

Op 1 Januari 1920, omvatte het (eenig) Bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen 9,463 beambten in werkelijken dienst; op 1 Januari 1928, bestaat het kader uit 3,832 beambten in het bestuur der belastingen en van het kadaster en uit 8,276 in dat der douanen en accijnzen, of in 't geheel 12,108 beambten. De verhoogingsverhouding is dus 1 tot 1,27. Zij is minder nog zoo men in aanmerking neemt dat, onder het vroeger stelsel, het Bestuur beschikte over 700 geaggregeerde of particuliere kommiezen en dwangberedragers, niet begrepen in het cijfer van voormelde 9,463; deze beambten werden onrechtstreeks bezoldigd door den Staat en worden thans vervangen door regelmatig in de kaders opgenomen personeel.

Overigens, is de uitbreiding der kaders niet noodzakelijk geworden door de splitsing van het eenig Bestuur; doch veelmeer door de aanzienlijke toeneming van de aan de fiskale diensten toevertrouwde werkzaamheden.

Onder het vorig stelsel, zorgde het Bestuur der belastingen alleen voor de

inning van een honderdtal millioenen rechtstreeksche belastingen, waar het beloop der jaarlijkse heffingen thans ongeveer 3 milliard frank bereikt.

Het is te begrijpen dat een dergelijke toeneming der producten een grondige omvorming heeft genoodzaakt van de wijze van heffing, welke — daar zij een veel grooter getal van schatplichtigen tot voorwerp hadden — niet kon mogelijk worden gemaakt met het minder talrijk personeel waarover men vroeger beschikte.

Men kan er aan toevoegen, trouwens, dat, in het Beheer van de rechtstreeksche belastingen en van het kadaster, de effectieven ontoereikend zijn om de noodige taak te vervullen en dat het personeel slechts in zijn werk vermag te doen ten koste van aanhoudende inspanningen.

Wat betreft het Beheer van tol en accijnzen, is het onjuist te beweren dat de splitsing waarvan sprake geleid heeft tot het aanwerven van overtalrijk personeel. De verslaggever van de Begroting van Financiën in den Senaat heeft zelfs vastgesteld dat het personeel van dit Beheer voortdurend vermindert, hetgeen blijk geeft van de bezorgdheid om de effectieven te verminderen tot hetgeen als noodzakelijk wordt erkend.

Zie hier, ten andere, de cijfers die men vermeldt :

Het vast personeel beliep, in 1924 : 725; in 1925 : 725; in 1926 : 649; in 1927 : 629; in 1928 : 580.

Het hulppersoneel vermindert eveneens : in 1924 beliep het 8.907 man; in 1925 : 8.323; in 1926 : 8.165; in 1927 : 7.602; in 1928 : 7.551.

Wat de moeilijkheden betreft die zouden ontstaan zijn uit de verdeling der diensten, ten opzichte van de noodige verstandhouding tusschen de onderscheidene besturen, verklaren de verschillende geraadpleegde directies, dat zij geenszins bestaan.

In de Rechtstreeksche belastingen en het kadaster, heeft men nooit gebrek van verstandhouding kunnen vaststellen tusschen de ambtenaren der nieuwe besturen. Hetzelfde geldt voor de beambten van de Registratie. Gedurende de eerste tijden die volgden op de splitsing van de diensten, hebben de leden van het wederzijdsch personeel nauw samengewerkt en evenveel blijk gegeven van de bezorgdheid om elkander broederlijk te helpen als dit voorheen bestond. Thans hebben deze diensten nagenoeg alle aanrakingspunten verloren en men ziet niet in welk misverstand zich onder het personeel zou voorgedaan hebben.

De Tol- en Accijnzen-dienst antwoordt ons zijnerzijds :

De veronderstelling volgens welke de splitsing aanleiding zou hebben gegeven tot misverstand tusschen de twee nieuwe besturen en zelfs dat van de Registratie, is niet alleen van allen grond ontbloot, doch, integendeel, moet men zich verheugen over den geest van verstandhouding en samenwerking die de betrekkingen tusschen diensten en personen kenmerkt.

Het Beheer van Registratie en Domeinen zegt, anderzijds, dat het niet opgehouden heeft de beste betrekkingen te onderhouden met de overige financie-regieën.

*, *

Evenals verleden jaar, werd de aandacht van de Commissie gevestigd op de moeilijkheden die gepaard gaan met het inzien der stukken van het kadaster.

Men weet dat, sedert talrijke jaren, de kadastrale plans die vroeger bewaard werden in de gemeentehuizen, overgebracht werden naar de bureelen van de verificateurs van het kadaster.

Deze toestand is nadeelig voor allen die wenschen onmisbare inlichtigen te bekomen. Vroeger konden de gemeentelijke secretarissen die bezorgen. Nu worden die slechts verkregen ten koste van lastige verplaatsingen. Deze toestand is des te onaangener, omdat de noodzakelijkheid van het nazien der plans, zich veel meer voordeed gedurende de laatste jaren, wegens de vertraging die de mutatiowerken door de ambtenaren van het kadaster ondernomen, moesten ondergaan.

Anderzijds, moet men rekening houden met de moeilijkheden die men ondervindt bij het in orde brengen van stukken, die voortdurend aan wijzigingen worden onderworpen, in bewaarplaatsen die niet geschikt zijn voor dezen stipten arbeid.

Men kan ook niet loochenen dat de materiele bewaring van deze stukken soms aan groote gevaren blootgesteld is.

De Regeering maakt dus gebruik van een bemiddelenden maatregel die rekening houdt, in de mate van het mogelijke, met de betrokken belangen ;

De kadastrale plans van de gemeenten met meer dan 10,000 inwoners worden neergelegd in de gemeentesecretariaten ; wat betreft die van de overige gemeenten, zij worden bewaard door de verificateurs van het kadaster, die ze in orde houden en hun goede bewaring verzekeren ; de verificateurs vergemakkelijken de onderscheidene werken betreffende de mutaties, het onderzoek van de klachten, enz.

Aan dezen maatregel, waarvan men het nut en het voordeel heeft kunnen vaststellen, zou men niet kunnen verzaken zonder dat de belangen van den dienst en van de Schakist groote schade lijden.

Een exemplaar van genoemde plans wordt afgeleverd aan de gemeentebesturen, op hunne aanvraag, en mits betaling van eene vergoeding.

Zou men de vijfjaarlijksche perrequatie van de kadastrale inkomsten van nu af aan, niet kunnen invoeren ?

Het beheer van de financiën is van gevoelen dat dergelijke maatregel, wegens de huidige instabiliteit van deze inkomsten, voorbarig zou wezen en tot tal van onbillijkheden zou aanleiding geven.

Luidens artikel 86 van de samengeoordende wetten betreffende de belastingen op de inkomsten, wordt de Regeering gemachtigd jaarlijks of periodisch de pachten te doen nazien.

Dank zij deze bepaling, zal het mogelijk worden, zoodra de wet op de huurprijzen ophoudt van kracht te zijn, volgens den graad van stabiliteit der huurprijzen, te denken aan de vaststelling van de kadastrale inkomsten voor eene driejaarlijksche of vijfjaarlijksche periode.

Wij moeten nochtans doen opmerken, dat dit standpunt van het bestuur der belastingen niet schijnt te kunnen verdedigd worden dan wanneer zij, op eene algemeene wijze, op al de categorieën van vaste goederen toegepast wordt.

Welnu, men heeft in het licht gesteld, bij de laatste vergadering van het Verbond der Belgische Steden en Gemeenten, dat de bedoelingen van het beheer gansch verschillend schijnen te zijn en dat het zich wil verzetten tegen de bestendige herziening van het kadastraal inkomen der vaste goederen of gedeelten van vaste goederen die zonder pacht verhuurd worden of waarvan de pacht niet geregistreerd is.

Men zal zich dus, ten opzichte van de gehuurde vaste goederen, voor den volgende toestand bevinden :

Talrijke onderrichtingen voeren een stelsel van toezicht in, van jaarlijksche en bestendige controle ; zij schrijven alle maatregelen vóór welke noodig zijn om te vermijden dat de huurprijzen ontsnappen aan de grondbelasting, doch uitsluitend voor : 1^o de verhuringen met geregistreeerde pachtovereenkomst ; 2^o de verhuringen waarop de huishuurwet toepasselijk is ; 3^o de verhuringen van hoeven en landbouwbedrijven waarvan de huurprijs in natura wordt vastgesteld.

De verhuringen zonder pachtcontract en de verhuringen met niet geregistreeerde huurovereenkomst ontsnappen dus aan het bestendig toezicht.

Deze procedure zal niet alleen de bevoegde diensten verhinderen, met zekerheid den aanslag der grondbelasting voor sommige vaste goederen, te bepalen ; zij zal ook ongelijkheid doen ontstaan tusschen twee categorieën van belasting-schuldigen.

Gewis zal men zeggen, dat de inkomsten der vaste goederen, waarvan hier sprake is, slechts een gering gedeelte uitmaken van het globaal inkomen eener localiteit. Dat is eene vergissing. Te Namen, op een globaal inkomen van 17 millioen, bereikt het inkomen der geheel of gedeeltelijk met niet geregistreeerde overeenkomst of zonder overeenkomst verhuurde eigendommen 4 millioen.

Het is dus noodzakelijk dat de bedrijvigheid der algemeene en gemeentelijke diensten die belast zijn met de herziening van het kadastraal inkomen, zich eenvormig uitstrekke tot al de verhuurde vaste goederen en dat deze onderworpen worden aan hetzelfde regime van bestendig toezicht en van jaarlijksche herziening.

Het spreekt vanzelf, dat dit onafgebroken werk insgelijks de huizen betreft, welke betrokken zijn door de eigenaars wier inkomsten steeds kunnen berekend worden door middel van vergelijking met gelijkaardige goederen.

Onzes dunks, schijnt het Bestuur zijn toevlucht te nemen tot al te simplistische middelen om eene spoedige herziening van het kadastraal inkomen te bewerken. Men heeft zelfs gesproken van een stelsel dat er zou in bestaan : al de inkomsten zonder onderscheid te deelen door 200 en het quotiënt te vermenigvuldigen met 350.

Dergelijke oplossing ware te betreuren ; men zou aldus inderdaad de ongelijkheden verscherpen, in plaats van ze te doen verdwijnen.

De volgende beschouwingen uitgaande van een in de quaestie ervaren man die de zaak heeft bestudeerd, treden wij volkomen bij :

« Het is onmogelijk tot een rechtmatigen omslag van de grondbelasting te komen, alsmede van de verschillende taxes die steunen op het kadastraal inkomen, indien men geen meer logischen grondslag aanneemt dan men heden doet, ofwel indien men het kadastraal inkomen niet vestigt in verhouding tot de koop- of huurwaarde.

» De bepaling van de inkomsten op grond van de huurwaarde levert echter bezwaren op : de eigenaars die hunne huurovereenkomst doen registreeren, worden altijd belast op den werkelijken huurprijs, terwijl zij die eene mondelinge overeenkomst aangaan, daaraan ontsnappen : gepaste huurprijs met verzwegen terugbetalingen, enz.

» Wordt het thans bestaande stelsel gehandhaafd, dan kan er geene gelijkheid noch rechtmatige verhouding bestaan in de belasting, zonder over te gaan tot eene algemeene herschatting, volgens klaar omschreven regelen, van de niet verhuurde eigendommen, en tot eene herziening der huurovereenkomsten : en dan zou men bovendien moeten kunnen rekenen op juiste aangiften.

» Doch het is klaarblijkend onmogelijk op geregelde tijdstippen de huurover-

eenkomsten te herzien, zonder vertraging te verwekken in de verrichtingen en in de inning. »

Deze vertraging zou, meenen wij, kunnen vermeden worden door eene nauwere samenwerking tusschen de gemeentebesturen; deze hebben er toch ook belang bij, dat de schattingen op de meest rechtmatige wijze worden gedaan. Van deze samenwerking hebben wij goede uitslagen kunnen vaststellen.

* * *

Sedert verschillende jaren, hebben de ontvangers der Belastingen, Tol- en Accijnsrechten klachten geuit, die in de Kamer zelf weerklank vonden.

Laatsleden jaar nog, erkende de achtbare Minister van Financiën dat dit vraagstuk inderdaad niet opgelost was en dat hij voornemens was dit voor goed te regelen bij de definitieve vaststelling der wedden in het algemeen. « Het vraagstuk, zegde hij, zal op bijzondere wijze worden onderzocht om de wonde te heelen die sedert jaren bloedt; ik zal de zaak met gansch bijzondere welwillendheid onderzoeken, met inachtneming van al de gedane voorstellen. »

De wedden zijn thans voor goed vastgesteld en de ontvangers zijn van meening dat hun niet de beloofde bevrediging werd geschonken. Verschillende leden hebben in de afdeelingen verklaard dat zij die klachten gegrond vonden.

Wij willen er aan herinneren, op welke wijze deze ambtenaren hunne klachten verantwoordden :

Het Koninklijk besluit van 4 Mei 1920 en andere daarop volgende besluiten over dezelfde zaak, die werden genomen tot vaststelling der nieuwe wedden van de ontvangers, namen tot grondslag de wedden van vóór den oorlog met een vierde verminderd, wegens het feit dat de ontvangers geen bestuurskosten meer moeten dragen, zooals : de bezoldiging van hunne klerken, materieel- en kantoorkosten, enz.

De ontvangers der belastingen hebben altijd staande gehouden, dat al hunne bestuurskosten zonder onderscheid, vóór 1914, meer dan gedekt waren door hunne buitengewone vergoedingen, en dat de terugbetalingen en de veranderlijke vergoeding eene wedde uitmaakten.

Het argument van het Beheer van Financiën is, in alle geval, voor de ontvangers der Tol- en Accijnsrechten, in tegenspraak met hetgeen vóór den oorlog geschiedde, omdat deze ambtenaren toen geene bestuurskosten hoegenaamd te dragen hadden.

Nu, uit de perequatie der wedden blijkt de minderheid van de ontvangers tegenover de andere ambtenaren van den dienst waartoe zij behooren.

Volgende tabel toont het aan :

Wedden.	In 1914.	In 1928.	Vermeerdering.
Controleur	6,000	49,000	8.16 t. h.
Inspecteur.	7,000	55,000	7.85 —
Directeur	9,000	68,000	7.55 —
Directeur generaal . . .	12,000	80,000	6.66 —
Ontvanger	9,000	54,000	6 —

De coëfficiënt 6 is klaarblijkend de laagste van al de coëfficiënten welke op de ambtenaren van het Departement van Financiën werden toegepast. Velen zijn van gevoelen dat zulks niet billijk is.

De achtbare Minister deed echter opmerken, dat de ontvangers, anderzijds, vergoedingen trekken voor het aangeven en het betalen der ouderdomspensioenen en de inning der provinciale belastingen. Daarop antwoorden de betrokkenen als volgt :

« Dat zijn maar zeer geringe vergoedingen van tijdelijken aard en die het gevolg zijn van buitengewoon werk dat niets te maken heeft met de wedde van den ontvanger, beschouwd met het oog op zijne hoofdzakelijke verantwoordelijkheid als openbaar rekenplichtige ; deze vergoedingen zijn bovendien eenvoudig de vergelding voor bijzondere risico's welke zij op zich nemen, als lasthebber van de provinciale fondsen en van het Departement van Sociale Voorzorg.

» Overigens, niet de ontvangers alleen trekken op de Begrootingen der provinciën en van genoemd Departement : ook de contrôleurs, de inspecteurs en de directeurs, voor wie deze bijzondere vergoedingen geen beletsel zijn geweest tot eene billijke aanpassing van hunne wedde volgens de formule van het gemeen recht, met inachtneming van het nieuw feit, namelijk de vestiging van de belasting op het inkomen en de ingewikkeldheid van de fiskale wetgeving in het algemeen ».

En men moet er nog bijvoegen, dat het argument heelemaal wegvalt waar het geldt de ontvangers van de douanen en de accijnzen, die geene provinciale taxes te innen hebben noch uitzonderlijke verrichtingen te vervullen hebben voor een ander Departement en die door dit feit geene bijkomende vergoedingen trekken.

De Bijzondere Commissie verzoekt den Minister van Financiën rekening te willen houden met deze beschouwingen en te onderzoeken of de toepassing van den coëfficiënt 7 op de wedde van de ontvangers niet eene rechtvaardige compensatie zou zijn. Deze verdienstelijke ambtenaars hebben recht op eene bijzondere bescherming. Wegens de verantwoordelijkheid die zij dragen, kunnen zij niet genieten van de Engelsche week ; onder hen vindt men de talrijke klerken waarvan de besten gebruikt worden voor de centrale besturen ; zij ook zijn ten slotte belast met het innen van de belasting voor de gemeenten, hetgeen bezoldigd wordt met 3.5 t. h., een arbeid die zulke belangrijke inkomsten voor den Staat oplevert, dat zij ruimschoots voldoende — en zelfs meer dan voldoende — zijn om al de kosten van de ontvangbureelen te dekken.

* * *

Verschillende Afdelingen van de Kamer hebben zich bezig gehouden met den toestand van de klerken-overschrijvers in de diensten van de Bewaring der Hypotheken.

Het is u niet onbekend, dat de Bewaarders werken met een door hen gekozen en bezoldigd personeel. Wegens den aard van hun ambt en van hunne persoonlijke verantwoordelijkheid, kunnen zij niet instaan voor een werk dat zou gedaan worden door bedienden die men hun opdringt.

Het is nochtans noodig dat dit personeel in de wet de noodige waarborgen vindt, wat betreft het arbeidscontract en het pensioen.

Een Koninklijk besluit van 10 Augustus 1923, uitgaande van den heer Theunis, heeft aan deze bescheiden bedienden niet de volstrekte stabiliteit van hun ambt verschaft, maar ten minste een minimum-loon. Zij hebben aldus een bestuurlijk statuut.

Hunne wedde blijft nochtans ontoereikend (950 tot 1.400 frank, na 15, 20,

25 of 30 jaren dienst), en dit is niet in verhouding met den zwaren arbeid die berekend wordt volgens de hoeveelheid overschrijvingen in de registers.

Deze bedienden zijn dus over het algemeen verplicht 't huis nog schrijfwerk te doen om hun toestand te verbeteren. Dat herhaald afschrijven van dezelfde teksten en formules is uiterst vermoeiend.

De bedienden-overschrijvers trachten naar eene normale verbetering van hun lot, en wenschen gelijk gesteld te worden met de klerken in de diensten gebezigd.

De achtbare Minister heeft in den Senaat verklaard dat deze gelijkstelling met eene klasse van bedienden van hooger rang niet kan aangenomen worden, maar dat de wedderegeling van 1923 moest herzien worden ten voordeele van de bedienden. Hij is van meening dat in hunne vaste wedde (die wij hopen zal verhoogd worden) moeten begrepen worden het veranderlijk gedeelte van het loon en de ontvangen vergoedingen.

Daar er een besluit in dien zin was gereed gemaakt, drukken wij den wensch uit dat het spoedig zal verschijnen.

Men heeft terecht doen opmerken dat de toestand van de Bewaarders zoo voordeelig was of zou worden, dat de loonen van de bescheiden helpers die voor het werk noodig zijn, eveneens verdienen verhoogd te worden.

Deze bedienden zouden willen dat de staten van hunne wedden werden gecontroleerd door de Bestuurders van hunne Administratie. Dit zou een waarborg te meer zijn voor de goede uitvoering van de ministerieele beschikkingen.

* * *

Men heeft ons verzocht inlichtingen te nemen over den uitslag van de werken der Commissie die door de Regeering was opgericht voor het onderzoek van de vereenvoudiging der belastingen.

Ziehier de inlichtingen die wij kregen :

In zake rechtstreeksche belastingen, werden de besluiten van de Commissie reeds gedeeltelijk verwezenlijkt in het thans aan de Kamer onderworpen wetsontwerp, dat namelijk het forfait in zake bedrijfsbelasting aanneemt.

De andere wenschen van de Commissie blijven aan een grondig onderzoek onderworpen, waarvan wij weldra den uitslag zullen kennen.

Wat betreft de douanen en de accijnzen, werden aan de Commissie geene voorstellen van enig belang overgemaakt. Er was hier zelfs geen aanleiding tot het indienen van een verslag.

De afdeling belast met het omwerken van de wetten op de registratie de successie, het zegel en de griffie, heeft haar werk nog niet geëindigd.

* * *

De wijzigingen van de grondslagen der grondbelasting gebeuren dikwijls elk jaar en soms met terugwerkende kracht. Is dit geen misbruik dat het Bestuur zou moeten doen verdwijnen ?

De gevolgde regelen zijn :

De kadastrale inkomens, grondslag van de grondbelasting, worden niet elk jaar gewijzigd ; zij worden slecht gewijzigd wanneer het mogelijk is ze te verhoogen of te verlagen met ten minste 1/10 per perceel.

Navordering van belastingen geschiedt alleen in het overigens zelden voorkomend geval, dat onroerende goederen aan de belasting ontsnapt door afwezigheid van of door onvoldoende aangifte.

* .

Een lid heeft gevraagd waarop men heeft gesteund om met 8/10 de sommen te verminderen, die moeten afgehouden worden op de bedrijfsinkomens voor dewelke de heffing, volgens de bestaande barema's, overdreven zou zijn, ten gevolge van de verhooging der ontlaste inkomens en van de voordeelen toegekend aan de groote gezinnen.

Welke zijn, als gevolg van deze bijzondere maatregelen, de onderrichtingen die de Minister heeft gegeven om het bij de betaling te veel geïnde uit te keeren?

In den aanhef van het Koninklijk besluit van 30 Juni 1927 en in dien van het Ministerieel besluit van 15 Februari 1928, staan de beweeggronden die het Bestuur er hebben toe geleid voor te stellen, de bij de uitbetaling af te houden belastingen te verminderen tot 50 t. h. van hun bedrag, volgens de baremas, vervolgens de afhoudingen te brengen op 80 t. h. van hetzelfde bedrag.

Deze twee wijzigingen hebben toegelaten talrijke regularisaties en tevens ernstige besparingen voor de Schatkist te doen.

Zeer uitvoerige bijzondere onderrichtingen regelen de herziening van den fiskalen toestand der loontrekkenden, bezoldigden en gepensionneerden.

Daar het werk door deze regularisatie vereischt tot een minimum moet gebracht worden, heeft het Bestuur tabellen doen opmaken die per categorie van gemeenten en voor de meest voorkomende gezinstoestanden regelen :

a) het bedrag van de bezoldigingen beneden dewelke geen belasting geheven wordt en

b) het bedrag van de bezoldigingen voor dewelke de forfaitaire bedrijfsbelasting van 12 tot 96 frank eischbaar is, of die vatbaar zijn, tot het vereischte bedrag, voor het heffen van de supertaxe en van de opcentiemen die de supertaxe vervangen

Van die gegevens zal men dus gebruik maken om den fiskalen toestand van de belanghebbenden te herzien, en om de kaarten, waarop die toestand en de omstandige aanwijzingen betreffende de aanschrijvingen op de afhoudingen gedaan, staan vermeld, op te maken of aan te vullen.

De terugbetaling van het eventueel te veel geïnde zal enkel verwezenlijkt zijn, wanneer de belanghebbenden geene andere belasting meer te betalen hebben en op hunne uitdrukkelijke aanvraag

Dus aanrekening op de andere belastingen die de belanghebbenden zouden te betalen hebben op het meubilair, grondbelasting, enz. Men moet echter erkennen, dat ons geval slechts op een gering getal belanghebbenden zal toepasselijk zijn. Het meerendeel zal dus aan den Controleur eene uitdrukkelijke aanvraag tot terugbetaling moeten zenden.

Het komt mij vóór, dat daarin werkelijk iets ongunstigs ligt voor vele arbeiders die weinig op de hoogte zijn van de administratieve formaliteiten in belastingzaken.

De achtbare Minister zag het gegronde daarvan in, en in zijn pas gehouden redevoering in den Senaat, heeft hij het inzicht te kennen gegeven aan die voorschriften eene ernstige verzachting te brengen :

« Het bestuur betaalde vroeger alles terug, maar het ontving vele klachten van

loontrekkenden die zich, om enkele franks te trekken, last hadden moeten aandoen. Moesten er, tegen alle verwachting, belangrijke sommen uit te keeren zijn, zou het Bestuur niet aarzelen ambtshalve de terugbetaling te doen; de ondervinding zal leeren wat wij te doen hebben. »

*
* *

De schattingen van onroerende goederen door de ontvangers van de Registratie schijnen over het algemeen zeer hoog, en de toegepaste boeten of dubbele rechten treffen vaak menschen die te goeder trouw waren bij de aangifte.

Is daar niet wat overdreven ijver van de zijde der administratie?

De Administratie antwoordt ons dat zij op de volgende beginselen steunt :

De ontvangers schatten de onroerende goederen door vergelijking met de naastliggende gronden van denzelfden aard; als algemeenere regel nemen zij als punten van vergelijking alleen de goederen die pas openbaar werden verkocht.

In zake verkoop van onroerende goederen, zijn het registratierecht en, in voorkomend geval, het overschrijvingsrecht verschuldigd op de *handelswaarde* van de overgemaakte goederen. Is de prijs lager dan deze handelswaarde, dan is de belastingbetaler er toe gehouden eene schattingsaangifte te doen, op dewelke de juiste heffing van de belasting kan gedaan worden. Doet hij dit niet, dan verbeurt hij van rechtswege eene boete gelijk aan het recht verschuldigd op de onvoldoende schatting (art. 5 van de wet van 27 ventôse, jaar IX, en art. 38 van de wet van 11 October 1919).

Deze boete is de normale sanctie van de voorschriften der wet. Wil men deze niet een doode letter zien worden, kan er geen kwestie van zijn ze te wijzigen op dit punt.

Inderdaad, de bedreiging van de boete is eer een preventieve dan een effectieve maatregel.

In meest al de gevallen wordt deze boete geheel of gedeeltelijk kwijtgescholden door het Bestuur dat ruimschoots gebruik maakt van zijn recht van genade naar gelang de omstandigheden en de goede trouw van den belastingbetaler.

*
* *

Is het geene misbruik, dat arme lieden die over geen geld beschikken, successie- en registratierechten moeten betalen voor het gering mobilaair dat zij erven ?

Ziehier de wetsbeginselen en de door het Bestuur in acht genomen verzachtingen :

Successierecht is slechts verschuldigd wanneer er een *netto actief* bestaat; wat door een erfgenaam in rechte linie of onder echtgenooten met gemeenschappelijke kinderen wordt verkregen, is vrij van rechten indien het *netto aandeel van den erfgenaam* of van den echtgenoot *niet 2.000 frank overschrijdt*; is ook vrijgesteld, hetgeen door elk anderen erfgenaam wordt verkregen in de erflatingen waarvan *het bedrag niet 2.000 frank overschrijdt*. In afzonderlijke gevallen verleent het Bestuur uitstel voor de vereffening der rechten.

Het registratierecht van mutatie is verschuldigd op de waarde der goederen die het voorwerp uitmaken van de akte; verminderingen worden toegestaan aan de werklieden en, in het algemeen, aan weinig bemiddelde personen die een vast goed aankopen voor eigen woning of daartoe geld ontleenen. Verminderingen

worden insgelijks voorzien tot het verkrijgen van onaanzienlijke landbouweigendommen.

* .

Is het geen gevaarlijk stelsel, de algemeene bekendheid in te roepen voor de fiskale schattingen ?

Er werd ons geantwoord dat de schatting op grond van de « algemeene bekendheid » uitdrukkelijk voorzien is in artikel 28 der samengeordende wetten betreffende de belastingen op het inkomen en dat die schatting als volkomen wettelijk wordt beschouwd door tal van rechterlijke gewijsden.

Slechts in uitzonderlijke gevallen, maakt het Bestuur daar gebruik van, namelijk wanneer men onmogelijk den slechten wil der schatplichtigen kan dwingen.

* .

Van den oogenblik af, dat eene ingevoerde koopwaar eene bewerking van vermenging heeft ondergaan (zooals voor de wol), kan zij niet meer worden uitgevoerd met de vrijstelling der inkomrechten. Is dat niet overdreven ?

Luidens artikel 38 van de wet op de met het zegel gelijkgestelde taxes, is de vermenging van koopwaren ingevoerd met tijdelijke vrijstelling van de overdrachtstaxe, niet eene industriele bewerking, maar eenvoudig eene handelsbehandeling en, uit dien hoofde, kan zulks, mits toelating verleend door den contôleur der douanen, geschieden zonder dat de overdrachtstaxe wordt geëischt.

De toelating wordt echter slechts verleend voor koopwaren van dezelfde soort, vergezeld van een enkel biljet van vrijstelling.

De vermenging van koopwaren ingevoerd vergezeld van meerdere biljetten van vrijstelling, zooals trouwens ook de vermenging van ingevoerde producten met inlandsche producten, kan niet toegelaten worden, vermits het, in deze gevallen, onmogelijk is, bij den uitvoer, de identiteit vast te stellen tusschen de koopwaar overgenomen met vrijstellingsbiljet en de koopwaar die naar het buitenland wordt uitgevoerd.

* * *

Klachten werden in de afdelingen ook naar voren gebracht betreffende de verklaring van de wetsbepalingen in zake belasting op de gewone voertuigen.

De wet van 31 December 1925 heeft eene forfaitaire taxe aangenomen voor de voertuigen bij de landbouwbedrijven gebruikt. Deze taxe bedraagt 4 frank per hectaar, welk ook het getal voor het bedrijf gebruikte voertuigen weze.

Nu, het bestuur legt de wet verkeerd uit, met dezen verstande, dat het de forfaitaire toepassing in zekere gevallen weigert en de betaling van de gewone taxe eischt, namelijk voor de *opgehangen* rijtuigen die nochtans uitsluitend dienen om den landbouwer naar de markten of andere plaatsen te voeren, en de overige verplaatsingen door zijn bedrijf vereischt.

* .

In een geval dat veel gelijkenis heeft met het voorgaande, heeft men insgelijks bevonden, dat de verklaring der wetsteksten door het Bestuur van Financiën werkelijk overdreven is.

De weelde-taxé wordt namelijk toegepast op de handelaars die een kleine auto koopen uitsluitend voor de verplaatsing van het handelsreiziger en het vervoer van de aan de cliënteel voor te leggen stalen. Het geldt hier nochtan een werktuig, een gereedschap dat noodzakelijk is voor de uitoefening van het beroep; wel kan het bestuur eischen, en dat is redelijk, dat het voertuig uitsluitend diene voor het handelsgebruik.

De verklaring van het Departement is, onzes dunkens, overdreven, waar men beweert dat het voertuig, om vrijgesteld te zijn van de weelde-taxé en slechts onderworpen aan de overdracht taxé, enkel dienen mag voor het vervoer van verkochte koopwaren.

Het bestuur past dus de taxé van 10 t. h. toe op de voertuigen bestemd om de taak van den handelsreiziger te vergemakkelijken, taak welke bestaat niet in het bestellen ten huize van de verkochte koopwaar, maar wel in het aannemen van bestellingen na voorlegging der stalen van het huis dat hij vertegenwoordigt. »

Deze zienswijze, welke klaar werd uitgedrukt, schijnt ons in strijd te zijn met den geest der wet die nooit als weelde-voorwerp wilde doen doorgaan, hetgeen klaarblijkend een werktuig of gereedschap is.

* *

Zouden de taxes op den tabakshandel niet moeten herzien worden? Is het niet onrechtvaardig dat het bedrag van deze taxes verschilt naar gelang de verkoop gedaan wordt door een fabrikant of door een kleinhandelaar?

De wet maakt inderdaad geen onderscheid tusschen de verkoopers, en de evenredige verbruiksrechten op tabak en sigaren worden bepaald volgens den verkoopprijs in 't klein.

Doch het bestuur past de wet toe op willekeurige wijze, naar de volgende regelen :

Voor de producten die in 't klein verkocht worden in de winkels, is de belastbare prijs de prijs welken de cliënt betaalt; en voor de producten welke de fabrikanten rechtstreeks aan bijzonderen leveren, moet de belastbare verkoopprijs overeenkomen met den factuurprijs fictief verhoogt met 25 t. h.

Dat is een anti-economische maatregel, omdat hij in strijd is tegelijk met de belangen van den voortbrenger en den verbruiker, om alleen den tussenpersoon te bevoordeelen; bovendien, is deze maatregel onwettelijk. Immers, geene belasting en dienvolgens ook geene verhooging van belasting kan worden gelegd tenzij krachtens eene wet. Hier wordt de verhooging vastgesteld in strijd met den tekst en den geest der wet.

Naar aanleiding van eene tussenkomst in den Senaat, door Baron de Moffarts, schijnt de Regeering geneigd om dezen abnormalen toestand te doen ophouden: Eene Commissie werd samengesteld in het Departement van Financiën om zich met de zaak bezig te houden; zij bestaat uit vertegenwoordigers van alle vakken van het tabaksbedrijf (fabrikanten, planters-fabrikanten, handelaars en kleinhandelaars), uit parlementsleden die zich de zaak hebben aangetrokken en ambtenaars van het Centraal bestuur der Accijnzen.

Besluitenwerden uitgebracht, waardoor het vraagstuk op rechtmatige wijze kan worden opgelost.

* *

Op vele plaatsen, van het platteland vooral, maken partikulieren voor hun

eigen gebruik, met graan en suiker, hetgeen men noemt een « ketelbrouwsel », 't is te zeggen een zeer licht bierken.

Op aanklacht van het brouwbedrijf, werden tal van processen-verbaal opgemaakt door de accijnsbeambten tegen brave lieden die geenszins de wet meenden te overtreden.

Terecht kan het bestuur doen opmerken, dat de fiskale wetten op het bier geene vrijstelling noch verzachting van belasting op dit gebied voorzien; de partikulieren die dus bier brouwen voor eigen verbruik, moeten, evenals de brouwers zelf, zich aan de wetsbepalingen onderwerpen en het accijnsrecht van fr. 1.20 per kilogram grondstoffen betalen.

Wij moeten echter, anderzijds, doen opmerken dat, vermits men de zaak in zekere mate oogluikend heeft geduld, het overdreven is — ten minste tegen lieden te goeder trouw — zonder voorafgaande verwittiging, de wet in al hare strengheid toe te passen met processen-verbaal en boeten. Het ware redelijker de betrokken personen te verwittigen, hun het accijnsrecht te doen betalen en geene straffen toe te passen dan ingeval van herhaling, bedrog of slechten wil.

*
* *

Verschillende voorstellen van belang werden in de afdeelingen uitgebracht betreffende den toldienst op de grenzen.

Ziehier de voornaamste :

Vooreerst, is het noodig dat de kantoren die op de grenzen staan, beter worden aangeduid. Op de Fransche grens b. v. dragen onze tolkantoren geen enkel onderscheidingsteeken, terwijl die van Frankrijk klaar in het oog springen.

Thans, dat het vervoer per auto zoo belangrijk is geworden, is dit bezwaar des te erger, daar toeristen te goeder trouw aldus over de grens kunnen rijden zonder het te weten.

Verder doen de agenten van den toldienst opmerken, dat zij in de streek waar zij het toezicht hebben, zoo moeilijk huizen kunnen vinden om er met hun gezin te wonen.

Daaruit volgt dat de tolbeambten veelal verplicht zijn eene gelegenheidswoning te betrekken, zonder er hun gezin te kunnen vestigen, waar zij aldus van gescheiden worden.

Zij loopen ook dit gevaar, dat zij slechts een onderkomen vinden in huizen die zij, wegens de uitoefening van hun bedrijf, zouden moeten vermijden.

Anderzijds, bevindt zich het bestuur, wegens deze vaststellingen, in moeilijkheden wanneer het de mutaties onderzoekt die het zou willen opleggen in het belang van de regelmatige werking van den dienst.

Er bestaat slechts een middel om zulken toestand te verhelpen : de Staat zou zelf, in de grensstreken en in de plaatsen die het best geschikt zijn voor de bewaking, woningen voor de tolbedienden moeten laten bouwen.

De Regeering sloeg die richting in; een crediet van een millioen, werd bij amendement in artikel 165 van de Buitengewone begrooting voor dit jaar, opgenomen; het zal voornamelijk aangewend worden « tot het bouwen, aankopen en inrichten van woningen voor de tolbedienden in de grensstreken en van gebouwen voor den dienst der douanen en accijnzen ».

*
* *

Een lid heeft er op gewezen, dat de Antwerpsche handel veel klaagt over de slechte inrichting van de toldiensten in het Antwerpsche Entrepôt. Zou men niet moeten nagaan of er geene erge misbruiken bestaan ?

Het Bestuur van den Toldienst is verwonderd over deze aldus veralgemeende klacht.

Zoo de inrichting der diensten in het Antwerpsch Entrepôt zoo slecht is dat zij ernstige klachten doet oprijzen van wege den plaatselijken handel, dan zou het Bestuur daarvan op de hoogte zijn en het zou met spoed de noodige maatregelen genomen hebben. De bestuurder zelf van den Toldienst, te Antwerpen, heeft echter geene enkele klacht van handelshuizen ontvangen.

Een onderzoek werd ingesteld betreffende sommige daden van bedrog die zich voordeden in het Entrepôt. Dit zou echter geenszins aanleiding mogen geven tot eene algemeene beschuldiging tegen het personeel. Zulke beschuldiging zou vermetel en onrechtvaardig zijn.

* * *

De oprichting van goedkoope woningen en de handelsverrichtingen die daarmee gepaard gaan zouden, volgens het verlangen van sommige leden, trapsgevijs ruimer moeten ontlast worden; want de taxes die daarop gevestigd werden beloopten soms hooge bedragen, in sommige aangehaalde gevallen 34 t. h.

Laat ons nochtans erkennen, dat de Staat die richting op ruime wijze volgt, namelijk door de wet van 10 Juni 1928.

Luidens deze bepalingen, wordt, gedurende tien jaar, kwijtschelding van de grondbelasting (hoofdsom en opcentiemen) en van de bijkomende grondbelasting verleend, voor de woningen waarvan het bouwen aangevangen werd na 31 December 1927 en die zullen bewoond worden vóór 1 Januari 1931, inzoover hun kadastraal inkomen niet 1.500 of 2.500, of 3.000 frank overschrijdt, naar gelang van de bevolking van de gemeente waar het gebouw gelegen is; deze maxima kunnen met 500 frank worden verhoogd, wanneer de woning bijgebouwen omvat dienende voor de uitoefening van het bedrijf. De kwijtschelding waarvan sprake, wordt ook toegepast op de afzonderlijke gedeelten van vaste goederen met talrijke woongelegenheden, alsmede op de krotten en ongezonde woningen, die belangrijke veranderingen hebben ondergaan.

Wij twijfelen er niet aan, dat het Parlement geneigd zal zijn deze maatregelen uit te breiden, wanneer de gelegenheid daartoe zich zal voordoen.

* * *

Werd de aandacht van de Regeering niet gevestigd op den toestand van de Beurs waar het kriebt van wisselagenten ? Kan zij geene maatregelen nemen om de toelating van de wisselagenten te beperken ?

De Regeering doet opmerken dat zij niet rechtstreeks kan ingrijpen.

Met de bestaande wetgeving, hangt de toelating van de wisselagenten af van de voorwaarden vastgesteld door het gemeentebestuur.

De stad Brussel heeft maatregelen genomen om de vermeerdering van het getal wisselagenten tegen te gaan.

Zij zullen mettertijd hunne uitwerking doen gevoelen.

* * *

Waarom wordt de overdrachtsbelasting niet toegepast op de overdracht van titels ter Beurs, vermits het principe van deze belasting aangenomen werd?

Dese toestand heeft de bijzondere aandacht getrokken van een lid der Commissie daar men meer dan ooit misbruiken van het speculeeren ter Beurs kon vaststellen.

Zou men het speculeeren niet afdoend treffen, moest men op deze verrichtingen eene belasting van 2 t. h. vestigen?

Waarom moet men 2 t. h. betalen, wanneer men een voorwerp met een betrekkelijke waarde koopt of verkoopt, terwijl men slechts 1 p. d. betaalt om al de aandelen van een fabriek op te koopen?

Het bedrag van de taxe moet niet bepaalt worden alleen uit het oogpunt van de beteugeling van het speculeeren; het is noodig het koopen en verkoopen van roerende waarden niet te belemmeren wanneer deze verrichtingen nut opleveren voor de algemeene economie in het land.

Het is bovendien zeker, dat eene taxe van 2 t. h. veel te hoog is voor goederen die, zooals titels aan toonder, niet te niet gaan door de behandeling en die uiteraard bestemd zijn om ontelbare malen verhandeld te worden tijdens hun bestaan. Moest men, in België, eene belasting van 2 t. h. vestigen op de beursverrichtingen, men zou dadelijk een einde maken aan het bestaan van de Belgische markten, zonder dat het nagestreefde doel, d. i. hetophouden van het speculeeren, zou bereikt worden — Diegenen die speculeeren zouden hunne verhandelingen doen op buitenlandsche markten (Londen, Parijs, enz.) en bijzonder op de Luxemburgsche markt die eerlang zal in werking gebracht worden en waar de beursverhandelingen zullen kunnen geschieden zonder eenige belasting.

Stellen wij nog in het licht, dat de taxe op de reportverrichtingen en op de termijnverhandelingen die op 2 p. d. vastgesteld was, krachtens de artikelen 36 en 39 der wet van 2 Januari 1926, onderscheidenlijk moest gebracht worden op 0.50 p. d. en 1 p. d. krachtens de artikelen 3 en 5 der wet van 17 Juli 1926.

* * *

Hoe ver staat het met het werk van de gemengde scheidsgerechtshoven, van den Afrekeningsdienst en van den Sequestratiedienst?

I. Gemengde scheidsgerechtshoven.

Bij het Duitsch-Belgisch gemengd scheidsgerechtshof werden tot nog toe 1678 zaken aanhangig gemaakt; over 382 zaken moet nog uitspraak gedaan worden.

Bij het Oostenrijksch-Belgisch gemengd Scheidsgerechtshof werden 44 zaken aanhangig gemaakt; er moet nog over 6 zaken uitspraak gedaan worden.

Het gemengd Bulgaarsch-Belgisch Scheidsgerecht kreeg kennis van 45 zaken; 4 daarvan wachten nog op uitspraak.

Het gemengd Hongaarsch-Belgisch Scheidsgerecht kreeg kennis van 7 zaken; 2 daarvan wachten nog op uitspraak.

Het gemengd Belgisch-Ottomaansch Scheidsgerecht kreeg kennis van 40 zaken, waarvan nog geene enkele werd geregeld, daar dit Scheidsgerecht nog niet is bijeengekomen.

Er moet worden aangemerkt, dat voor de gemengde Duitsch-Belgische en Hongaarsch-Belgische Scheidsgerechten er nog talrijke zaken kunnen oprijzen, gezien de schuldvaarders hun eisch niet kunnen indienen dan na definitieve betwisting van hunne schuldvaardingen door de Diensten; vele schuldvaardingen zijn nog zoo ver niet geraakt.

II. -- *Belgische-Afrekeningsdienst.*

Uitsluitend onderzocht onder statistisch opzicht, is de toestand van den Belgischen afrekeningsdienst de volgende :

I.

DIENT DUTSCHLAND (artikel 296 van het Verdrag van Versailles).

A. -- *Belgische Schuldvorderingen.*

Sedert de oprichting in Januari 1920, werden aan dit Bureau 27,476 Belgische Schuldvorderingen onderworpen ten laste van Duitse onderhoorigen, die in hoofdsom een bedrag van 533 miljoen frank vertegenwoordigen.

Daarvan werden er 2,196, met eene aangegeven waarde van 20 miljoen frank, van ambtswege na onderzoek uitgeschakeld.

Anderzijds, werden 16,501 schuldvorderingen, gaande in hoofdsom en interesten over eene som van 147 miljoen frank in ronde cijfers, geregeld door het Duitse Bureau aangenomen en door het Belgisch Bureau aan de Belgische Schuldeischers uitbetaald.

Bovendien, werden 3,756 schuldvorderingen, die eene som vertegenwoordigen van 144 miljoen frank in ronde cijfers, definitief en op geldige wijze betwist door de Duitse Schuldeischers, en werden uit de compensatie-verrichtingen teruggetrokken.

Krachtens het forfaitair accoord, te Parijs op 22 December 1927 gesloten tusschen de Belgische en Duitse Bureaux, werden 4,500 Belgische Schuldvorderingen, vertegenwoordigend in hoofdsom en interesten eene som van fr. 16,231,644.64, van ambtswege erkend en werden definitief geregeld tusschen de twee Bureaux. Het Belgisch Bureau is onmiddellijk begonnen met de uitbetaling van deze schuldvorderingen aan de Belgische Schuldeischers, en men mag verwachten dat de vereffening van deze schuldvorderingen zal geëindigd zijn voor einde 1929.

Er blijven dus nog ongeveer 500 schuldvorderingen in betwisting, vertegenwoordigend eene som van 200 miljoen in ronde cijfers. Wegens den stand van de proceduur en den betwistbaren aard van die vorderingen, is het niet te voorzien dat die zaken zullen geregeld zijn vóór 1930.

B. *Belgische Schulden.*

Sedert het van kracht worden van het Verdrag van Versailles, werd aan het Belgisch Bureau de invordering opgedragen van 71,706 Duitse Schuldvorderingen vertegenwoordigend te zamen eene som van 200 miljoen frank.

Daarvan werden 19,004 schuldvorderingen, bedragend 107 miljoen frank, op definitieve en geldige wijze betwist door de Belgische schuldenaars, en werden door het Duitse Bureau teruggetrokken.

Anderzijds, werden 17,380 schuldvorderingen, bedragend 23,500,000 frank in hoofdsom en interest, door de Belgische schuldenaars erkend en betaald, en op het crediet van het Duitse Bureau gebracht.

Krachtens hooger vernoemd forfaitair accoord werden 32,000 Duitse schuldvorderingen, vertegenwoordigend in hoofdsom een bedrag van 9 miljoen frank ambtshalve erkend en op het crediet van het Duitse Bureau gebracht. Deze 32,000 schuldvorderingen zijn dus volledig en definitief geregeld tusschen

de Bureaux. Maar voor het Belgisch Bureau geldt het deze in te vorderen ten laste van de onderscheidenlijke schuldenaars. Te dezer zake, is de proceduur zeer moeilijk wegens den langen tijd die sedert de oorlogsverklaring is verlopen, wegens de noodzakelijkheid talrijke verdwenen schuldenaars op te zoeken, of de erfgenamen van de middelewijl overleden schuldenaars. Bovendien, moet men rekening houden met den passieven weerstand van sommige schuldenaars, tegen dewelke soms met dwang moet opgetreden worden. Krachtens eene overeenkomst tusschen het Bestuur der Domeinen en het Bureau, maakt dit laatste aan de Besturen te Brussel, Antwerpen en Luik, de dossiers van de wederspannige Schuldenaars ter invordering over. Deze proceduur geeft tamelijk bevredigende uitslagen en zal voorzeker in ruime mate het werk van de invorderingen bespoedigen. Zoodra het bedrag van de invorderingen gedaan, zoowel door het Bureau als door de Domeinen, de som zal bereikt hebben die op het krediet van Duitschland is gebracht, op grond van vorenvermeld forfaitair accoord, zal het oogenblik misschien gekomen zijn om te onderzoeken of de Belgische Staat niet zou kunnen afzien van de invordering van vele kleine schulden, die de kosten der invordering niet dekken. Het Bureau zal daarop terugkomen zoodra het gunstig oogenblik zal daar zijn.

Behalve hooger vermelde 32,000 Duitse Schuldvorderingen, blijven er ongeveer 3,000 vorderingen in betwisting tusschen de bureaux of tusschen schuld-eischers en schuldenaars. Zij vertegenwoordigen een bedrag van 64 millioen frank in hoofdsom. Wegens hun betwistbaren aard, is het niet te voorzien dat zij binnen minder dan een paar jaar zullen vereffend zijn.

II. DIENST OOSTENRIJK. (Verdrag van Saint-Germain-en-Laye).

A. — *Belgische schuldvorderingen.*

Voorgelegde zaken	opgelost	aan den gang
2,402	1,868	534

Redenen van vertraging dezer 534 zaken :

8 zaken erkend en uitkeerbaar per annuïteiten : die zullen slechts geëindigd zijn in 1931.

8 zaken erkend bij minnelijke schikkingen, en die nog wachten op het afsluiten van de liquideering van eene zeker getal duidelijk bepaalde Oostenrijksche goederen. Deze liquideering wordt gedaan door het Bestuur der Domeinen.

518 zaken door Oostenrijk betwist om reden van niet-ontvankelijkheid. Het gemengd Scheidsgerechtshof zal van een dergelijk geval moeten kennis krijgen op verzoek van het Belgisch Bureau.

B. — *Belgische Schulden.*

Voorgelegde zaken	Opgelost	aan den gang.
909	867	42

Redenen van vertraging voor deze 42 zaken : 38 erkende zaken waarvoor vervolging werd ingesteld door tusschenkomst van het beheer der Domeinen

2 erkende zaken ; de schuldenaars worden gemachtigd hunne schuld bij maandelijksche kortingen af te lossen.

1 zaak aanhangig bij het Gemengd Scheidsgerechtshof.

1 zaak wordt nog onderzocht.

C. Goederen, Rechten en Interesten.

Bij het Bureau zijn ongeveer 700 zaken aanhangig, betreffende goederen rechten en interessen welke regelmatig door Weenen werden aangegeven, alsmede betreffende goederen welke niet door Weenen werden aangegeven maar niettemin aan Oostenrijkers behooren; betreffende insgelijks de in Belgische banken belegde vermogens welke Weenen had aangegeven als vereffenbare schuldvorderingen; betreffende insgelijks titels door Oostenrijk teruggegeven ter uitvoering van paragraaf 10.

Vele dezer zaken zijn nog niet vereffend; andere zijn het gedeeltelijk; in vele gevallen is de Belgisch Bureau totaal onbekend met den huidige stand der vereffening.

Het Belgisch Bureau ontvangt bij voortduur vragen om inlichtingen en klachten over de vereffening, waarop men onmogelijk antwoorden kan.

Het is hoogst wenschelijk dat de vereffening dezer goederen bespoedigd worde door het Bestuur der Domeinen, en dat dit het Belgisch Bureau in staat stelde om zijne rekeningen met Oostenrijk af te sluiten en aan dit land de gevraagde inlichtingen te verschaffen.

Overeenkomsten betreffende Oostenrijk's Openbare schulden.

Deze overeenkomsten worden uitgevoerd door de Nationale Bank van België; de Afrekeningsdienst heeft hier niet meer tusschenbeide te komen.

III. DIENST- HONGARIJE (Verdrag van Trianon)

Daar de Belgisch- Hongaarsche Overeenkomst van 30 September 1926 nog niet in werking is, houdt zich de Belgische Afrekeningsdienst niet met Hongarije bezig. Onze dienst neemt eenvoudig akte van de schuldvorderingen welke hem door de Belgische belanghebbenden worden beteekend.

III. — SEKWESTERS.

Men dient een onderscheid te maken tusschen de zending van het Bestuur der Domeinen en die der Parketten.

Sedert de wet van 17 November 1921, werd de vereffening der onder sekwesteraar staande goederen van Duitsche onderhoorigen toevertrouwd aan het Bestuur der Domeinen.

Deze vereffening is ver gevorderd. Over het algemeen, blijven er nog slechts goederen te vereffenen, waarvan de zaak wegens proceduur hangende is bij de rechtbanken, en enkele aanzienlijke vaste goederen welke moeilijk aan den man kunnen gebracht worden, daar, ondanks al de daaraan gegeven publiciteit, nog geene ernstige liefhebbers zijn komen opdagen.

De netto-opbrengst van de vereffening der in België onder sekwesteraar zijnde Duitsche goederen bedroeg op 30 April 1928 de som van fr. 581,280,923.97.

De zending, krachtens de artikelen 19 en 22 van hooger genoemde wet aan de Parketten opgedragen, bestaat in de controle het beheer der sekwesteraar

Deze aanzienlijke verrichting wordt geleidelijk voortgezet en, tot op heden, zijn meer dan 1.600 kwijtingen verleend geworden.

Hoe ver staat het met de toepassing van den maatregel welke, in zake oorlogsschade, de uitwisseling voorschrijft van de vroeger afgeleverde titels op naam tegen titels aan toonder ?

Het Koninklijk besluit van 16 Juni 1924 (*Moniteur* van 26 d°, bl. 32, 51, 52) heeft voorgeschreven dat er geen titels op naam meer zouden afgeleverd worden te rekenen van af 1 Januari 1925, behalve deze welke uitgegeven worden voor industriele en commercieele schade, welke zouden kunnen roerend gemaakt worden bij de Nationale Vereeniging van Nijveraars en Handelaars. Van af denzelfden datum, moesten al de titels op naam voor private schade, die nog in omloop waren, uitgewisseld worden tegen obligaties aan toonder van de Belgische Openbare Schuld § t. h. 1925, berekend aan pari van hunne nominale waarde, allosbaar bij wijze van uitloting over 20 jaar, van af 1 Januari 1936.

Daar er weinig titels op naam ter uitwisseling tegen obligaties van voornoemden aard werden neergelegd, heeft het Bestuur, in 1925 en 1926, de bezitters van titels op naam bij brieve verwittigd, dat zij ze moesten omzetten in obligaties aan toonder. Evenwel bleven er in den aanvang van dit jaar nog ongeveer 4,500 titels op naam in omloop. Ten aanzien van dien toestand, en met het doel den dienst die zich in 't bijzonder bezighoudt met die vroegere wijze van betaling op te heffen, werd er beslist dat voornoemde titels, die niet zouden neergelegd zijn vóór 30 Juni 1928, om te worden omgezet in obligaties § t. h. 1925 of die niet zouden roerend zijn gemaakt door de Nationale Vereeniging van Nijveraars en Handelaars (voor de industriele en commercieele schade), alle van abtwege zouden omgezet worden in obligaties § t. h. 1925. De uiterste termijn werd echter gebracht op 30 September a. st.

Er dient op gewezen, dat, tot 15 Juli 1928, ongeveer 2,100 titels werden neergelegd, zoodat er ongeveer $4,500 - 2,100 = 2,400$ titels op naam nog moeten in omloop zijn.

*
* * *

In eene parlementaire vraag, heeft een lid omstandige inlichtingen gevraagd betreffende de voorwaarden aan dewelke, onder eene vroegere Regeering, eene financieele inrichting aan den Staat eene thans terugbetaalde leening had toegestaan.

De Minister antwoordde :

« Het voorwerp van die vraag betreft zaken van privaten aard en valt niet binnen het parlementaire kader. »

Daar dit antwoord verzet heeft uitgelokt van den steller der vraag, in den loop van de werkzaamheden der afdelingen, heeft de Regeering hare meening bevestigd dat zij dergelijke inlichtingen niet verschaffen kan.

Zij weigert niet aan de Wetgevende Kamers eender welke inlichtingen te geven omtrent de voorwaarden van uitgifte en terugbetaling van de openbare leeningen, in zooverre een derde persoon er niet rechtstreeks bij betrokken wordt

*
* * *

Waarom richt men geen nationalen dienst van statistiek op? Men heeft er onbetwistbaar belang bij de werken van ieder ministerieel departement te versmelten en samen te ordenen. Zoo hieruit, voornamelijk voor den statistiekdienst van het Ministerie van Financiën, niet een wezenlijk voordeel voortvloeien?

Het is de taak van het Ministerie van Financiën, handelsstatistieken op te maken. Dit omvat een bestendig werk en van zulken omvangrijken aard dat, in practisch opzicht, zelfs met de oprichting van een « *nationale dienst* », de inrichting die zich thans daarmede bezighoudt, nog zoodanig in beslag zou genomen zijn door zijne eigen taak, dat zij, ook niet in de geringste mate, zou kunnen medewerken aan het opmaken van andere statistieken. Voor het overige, zijn het de tolbureelen die aan den bestaanden dienst de gegevens verstrekken die hij behoeft voor zijn werk.

Met het oog op de samenordering, werd eene interministerieele Commissie onlangs tot stand gebracht; zij moet het moderniseeren van de methodes bestudeeren, aangewend bij het opmaken van de statistieken.

*
* *

De Ministerieele onderrichtingen schijnen weinig overeenstemming te vertoonen en schijnen zelfs in strijd te zijn met de fiskale wetten; zou het Parlement bedoelde onderrichtingen niet mogen inzien?

Op ons verlangen, werden onderrichtingen gegeven opdat de omzendbrieven tot verklaring van de fiskale wetten voortaan overgemaakt worden aan de bibliotheek der Kamer.

*
* *

Er werd eene opmerking gemaakt betreffende de wenschelijkheid van het weder invoeren der zelfstandigheid van de onderscheidene Ministeries, op financieel gebied.

De Regeering is van gevoelen dat het bestaande stelsel beantwoordt aan de dubbele noodzakelijkheid van het behoud van het begrootingsevenwicht en het sparen van moeilijkheden aan de Schatkist. Derhalve acht zij dat het niet mogelijk is het stelsel te wijzigen.

*
* *

De Begrooting, aangenomen door den Senaat, bekwam in de afdeelingen 63 tegen 46 stemmen.

Uwe bijzondere Commissie heeft ze zonder wijziging aangenomen en stelt U voor dezelve goed te keuren, zooals zij door den Senaat aan de Kamer werd overgemaakt.

De Verslaggever,

FERNAND GOLENVAUX.

De Voorzitter,

MAX HALLET.

—•—•—•—